

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/48516]

## 16 NOVEMBRE 2023. — Décret Neutralité Carbone (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par : 1° l'Agence : l'Agence wallonne de l'air et du Climat;

2° le Comité des experts sur le Climat : le Comité des experts sur le Climat visé au chapitre 4;

3° le processus de participation citoyenne : le processus de participation citoyenne visé au chapitre 5;

4° les émissions nettes de gaz à effet de serre : la quantité des émissions de gaz à effet de serre desquelles sont soustraites les absorptions de ces gaz à effet de serre;

5° le Fonds wallon Kyoto : le Fonds créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne par l'article 13 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

6° la quantité de l'année de référence : la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre pour les sources visées à l'article 2 en 1990;

7° le Règlement gouvernance : le Règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les Règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil;

8° la loi européenne sur le climat : le Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les Règlements (CE) n°401/2009 et (UE) 2018/1999;

9° les gaz à effet de serre : les gaz énumérés à l'annexe V, Partie 2, du Règlement gouvernance.

**Art. 2.** Le présent décret s'applique aux émissions anthropiques par les sources et à l'absorption par les puits des gaz à effet de serre sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception du transport aérien international.

**Art. 3.** Le présent décret contribue à la mise en œuvre :

1° de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de ses annexes I et II, signées à New York le 9 mai 1992;

2° de l'Accord de Paris, signé à Paris le 12 décembre 2015;

3° des directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international précitées et, en particulier, la loi européenne sur le climat et le Règlement gouvernance.

## CHAPITRE 2 — Les objectifs climatiques wallons

**Art. 4.** Le présent décret a pour objectifs :

1° la neutralité carbone pour 2050 au plus tard, en suivant la trajectoire définie à l'article 5, tout en effectuant une transition juste et socialement équitable, tenant compte des objectifs de pérennisation et de développement de l'activité, voire de relocalisation et de réindustrialisation du territoire wallon;

2° de prendre les mesures d'adaptation nécessaires afin d'améliorer la résilience de la Région wallonne par rapport au changement climatique;

3° de contribuer au financement climatique international.

**Art. 5.** Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont les suivants :

1° cinquante-cinq pour cent d'équivalents CO<sub>2</sub> par rapport à la quantité de l'année de référence pour 2030, en tenant compte des objectifs assignés au système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre par l'Union européenne;

2° nonante-cinq pour cent d'équivalents CO<sub>2</sub> par rapport à la quantité de l'année de référence pour 2050.

## CHAPITRE 3 — Le plan Air Climat Énergie

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le plan Air Climat Énergie fixe les politiques et mesures qui permettent d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre visés à l'article 5, d'adaptation au changement climatique, de qualité de l'air, et d'énergie, tels que fixés par le Gouvernement. Il porte sur une période de dix ans.

Il contient au minimum les éléments exigés par le Règlement gouvernance et, notamment, les éléments suivants :

1° des projections relatives aux politiques et mesures ou groupes de mesures existantes;

2° les incidences des politiques et mesures ou groupes de mesures planifiés avec une analyse coût bénéfice;

3° une comparaison entre les incidences visées au 2° et les projections visées au 1°;

4° un aperçu général de l'investissement nécessaire pour atteindre les objectifs;

5° une évaluation générale concernant les sources d'investissement;

6° un calendrier prévisionnel des mesures ou groupe de mesures planifiées.

Le plan Air Climat Énergie contient également des objectifs sectoriels de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ces objectifs sectoriels sont déterminés dans le but d'atteindre les objectifs de l'article 5. Ces objectifs sectoriels peuvent être revus tous les 2 ans par le Gouvernement, dans le respect de la trajectoire globale fixée.

§ 2. Le Gouvernement adopte le projet de plan Air Climat Énergie, le plan Air Climat Énergie, les projets de mises à jour et les mises à jour au plus tard trois mois avant les échéances fixées aux articles 3, 9 et 14 du Règlement gouvernance.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. En vue de la préparation du projet de plan Air Climat Énergie ou du projet de mise à jour, le Gouvernement implique le Comité des experts sur le climat et le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

En vue de la préparation du projet de plan Air Climat Énergie, le Gouvernement organise également un processus de participation citoyenne afin de faire des propositions au Gouvernement.

§ 2. Le projet de plan Air Climat Énergie ou le projet de mise à jour est soumis à l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, du Comité des experts sur le Climat et de tout autre entité que le Gouvernement juge utile de consulter.

Le projet de plan Air Climat Énergie est également soumis à une évaluation environnementale conformément aux articles D.52 à D.61 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et à une enquête publique selon les modalités du Titre III de la Partie III du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

§ 3. Le projet de plan Air Climat Énergie ou le projet de mise à jour adopté définitivement par le Gouvernement est présenté au Parlement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête le plan Air Climat Énergie ou sa mise à jour au plus tard douze mois après la date d'adoption du projet de plan Air Climat Énergie.

Le plan Air Climat Énergie ou sa mise à jour tient compte des recommandations éventuelles de la Commission européenne, conformément à l'article 9, § 3, du Règlement gouvernance et comporte une justification s'il n'est pas donné suite à une des recommandations ou à une partie substantielle de celle-ci.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement qui adopte le plan Air Climat Énergie ou sa mise à jour est publié par extrait au *Moniteur belge*.

L'Agence publie la version finale du plan Air Climat Énergie ou sa mise à jour, le rapport sur les incidences et la déclaration environnementale sur son site internet. Le public peut également, sur demande, avoir accès aux documents complets, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement présente le plan au Parlement.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement établit tous les deux ans un condensé du rapport d'avancement en matière d'énergie et de climat visé à l'article 17 du Règlement gouvernance, ainsi qu'un condensé des informations visées aux articles 18 à 25 du Règlement gouvernance.

§ 2. Le Gouvernement établit chaque année un rapport de synthèse sous la forme d'indicateurs de suivi relatifs à l'avancement des projets et un condensé des informations visées à l'article 26 du Règlement gouvernance.

Sur base de ce rapport de synthèse, le Gouvernement peut demander, pour certaines thématiques ou pour la mise en œuvre de certaines politiques ou mesures, un processus de participation citoyenne, un avis du Comité des experts sur le climat, de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes ou de toute autre entité qu'il juge utile de consulter.

Le Gouvernement peut compléter le plan Air Climat Énergie avec des actions complémentaires ou correctrices nécessaires pour l'atteinte des objectifs du plan.

#### CHAPITRE 4 — *Le Comité des experts sur le climat*

**Art. 10.** Un Comité des experts sur le climat est créé. Ce Comité est composé de dix membres. Les membres sont choisis parmi des personnalités qui offrent toutes garanties d'indépendance et de compétence dans une matière en relation directe avec les missions du Comité des experts sur le climat. Le Comité des experts sur le climat est composé de manière à disposer d'une expertise dans les domaines de :

- 1° la science du changement climatique; 2° la politique climatique;
- 3° l'économie;
- 4° les technologies;
- 5° les entreprises, la recherche et l'innovation; 6° l'énergie;
- 7° les finances des politiques publiques; 8° l'enjeu social et sociétal;
- 9° la sociologie du changement;
- 10° la psychologie du changement.

Dans sa composition, le Comité respecte le décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs.

Le Gouvernement arrête les modalités de désignation et désigne les membres du Comité des experts sur le climat.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité des experts sur le climat a pour missions de formuler des propositions ou des avis :

1° dans le cadre de l'élaboration du projet de plan Air Climat Énergie ou de leur mise à jour, sur l'adaptation des politiques et mesures ou l'adoption de nouvelles politiques et mesures et leur adéquation avec les objectifs du présent décret;

2° dans le cadre de l'évaluation du plan Air Climat Énergie, sur l'évaluation de politiques et mesures existantes, à la demande du Gouvernement;

3° dans le cadre de la mise en œuvre du plan Air Climat Énergie, sur la mise en œuvre concrète de politiques et mesures, à la demande du Gouvernement;

4° dans le cadre de l'état des lieux annuel du changement climatique visé à l'article 40;

5° concernant une thématique particulière relative au changement climatique ou à la politique climatique à la demande du Gouvernement;

6° dans le cadre de la fixation des objectifs annuels intermédiaires visés à l'article 5, 2°.

L'Agence publie sur son site internet les avis et recommandations du Comité des experts selon les modalités à définir par le Gouvernement.

§ 2. Il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

**Art. 12.** Le Gouvernement arrête le montant des indemnités octroyées aux membres du Comité des experts sur le climat.

L'Agence assure le secrétariat du Comité des experts sur le climat.

Le budget du Comité des experts sur le climat est à charge du budget de l'Agence.

#### CHAPITRE 5 — *Le processus de participation citoyenne*

**Art. 13.** Le Gouvernement organise un processus de participation citoyenne dans le cadre de l'élaboration du projet de plan Air Climat Énergie.

Le Gouvernement peut décider de limiter le processus de participation citoyenne à certaines thématiques, politiques et mesures.

Le Gouvernement peut également organiser un processus de participation citoyenne dans les cas suivants :

1° dans le cadre de l'élaboration du projet de mise à jour de plan Air Climat Énergie, sur l'adoption de nouvelles politiques et mesures;

2° dans le cadre de l'évaluation du plan Air Climat Énergie, sur l'évaluation de politiques et mesures existantes;

3° dans le cadre de la mise en œuvre du plan Air Climat Énergie, sur la mise en œuvre concrète de politiques et mesures.

Le processus de participation citoyenne a pour objectif d'élaborer des avis ou des propositions sur base de la consultation d'un groupe de citoyens constitué temporairement et conformément à l'article 14.

**Art. 14.** Le Gouvernement constitue temporairement un groupe de citoyens composé de minimum cinquante citoyens tirés au sort sur base du Registre national qui participent sur base volontaire.

La composition du groupe de citoyens tient compte d'une représentativité équilibrée des sexes, des tranches d'âge, d'un équilibre géographique, du revenu et du niveau d'étude. Compte tenu de la spécificité d'un thème, des critères supplémentaires peuvent être fixés en vue d'obtenir une composition aussi représentative que possible de la population concernée.

Pour chaque critère visé à l'alinéa 2, la représentativité du groupe de citoyens par rapport à l'ensemble de la population, est déterminée comme suit :

1° le sexe : la répartition entre les sexes au sein du groupe de citoyens correspond à la répartition entre les sexes dans la population. A cette fin, le Gouvernement utilise les dernières statistiques publiées par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, ci-après dénommé l'IWEPS;

2° l'âge : la répartition par tranche d'âge au sein du groupe de citoyens correspond à la répartition par tranche d'âge dans la population. A cette fin, le Gouvernement utilise les dernières statistiques publiées par l'IWEPS. Le Gouvernement détermine les tranches d'âge utilisées;

3° l'équilibre géographique : le nombre de personnes physiques domiciliées par province au sein du groupe de citoyens correspond à la répartition des personnes domiciliées par province au sein de la population. Au moins une personne invitée pour la province de Liège est inscrite dans les registres de la population d'une commune de la région linguistique de langue allemande;

4° le revenu : la répartition par revenu au sein du groupe de citoyens correspond à la répartition par revenu dans la population. A cette fin, le Gouvernement utilise les dernières statistiques publiées par l'IWEPS et les tranches de revenus associées à la publication;

5° le niveau d'étude : la répartition par niveau d'étude au sein du groupe de citoyens correspond à la répartition par niveau d'étude dans la population. A cette fin, le Gouvernement utilise les dernières statistiques publiées par l'IWEPS. Les différents niveaux d'instruction utilisés sont basés sur la Classification internationale type de l'éducation (CITE).

La représentativité du groupe de citoyens peut, pour chacun des critères, s'écarter de deux unités au maximum. Par dérogation, le Gouvernement peut prévoir un écart plus important lorsqu'il fixe des critères supplémentaires conformément à l'alinéa 2.

Le Gouvernement détermine les conditions à remplir pour participer à un groupe de citoyens.

Ne peuvent participer au groupe de citoyens, que les citoyens :

1° inscrits dans les registres de la population ou des étrangers dans une commune de la région wallonne;

2° âgés de dix-huit ans accomplis;

3° ne faisant pas l'objet d'une condamnation ou d'une décision entraînant, pour les électeurs au Parlement, l'exclusion ou la suspension du droit de vote;

4° n'exerçant aucun des mandats ou fonctions ci-après :

membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

membre du Gouvernement de l'État fédéral, d'une Région ou d'une Communauté ou secrétaire d'état du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

gouverneur de province, gouverneur adjoint ou directeur général provincial;

membre des conseils provinciaux;

commissaire d'arrondissement;

titulaire d'une fonction de l'ordre judiciaire;

conseiller d'État, assesseur de la section législation ou membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe du Conseil d'État;

juge, référendaire ou greffier auprès d'une juridiction administrative autre que le Conseil d'État;

juge, référendaire ou greffier auprès de la Cour constitutionnelle;

membre de la Cour des comptes;

bourgmestre, échevin, président d'un centre public d'action sociale, conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale;

une fonction sous le contrôle direct d'une assemblée parlementaire, d'un membre d'une assemblée parlementaire ou d'un gouvernement, à l'exception des membres du personnel de l'enseignement communautaire;

une fonction dirigeante auprès d'un organisme d'intérêt public de la Wallonie.

Pour leur participation, les membres du groupe de citoyens bénéficient de jetons de présence et d'une indemnité. Le Gouvernement en détermine les modalités.

**Art. 15.** Le Gouvernement détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement du processus de participation citoyenne.

Les avis et les propositions du groupe de citoyens font l'objet d'une publicité active selon les modalités déterminées par le Gouvernement lorsqu'il organise un processus de participation citoyenne.

**Art. 16.** Les données strictement nécessaires et pertinentes pour la constitution et la gestion du groupe de citoyens sont enregistrées dans une base de données gérée par les services désignés par le Gouvernement. A cette fin, les services désignés demandent les données nécessaires au Registre national des personnes physiques : nom, prénom, adresse, sexe, date de naissance et numéro de Registre national.

Les données sont conservées au maximum trois mois après la fin du processus de participation citoyenne, sauf si les données sont nécessaires à des fins historiques, statistiques ou scientifiques dans le respect de la législation relative à la vie privée. Les données à caractère personnel sont rendues anonymes dès que leur individualisation n'est plus nécessaire pour la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

Les données peuvent être communiquées, après anonymisation, aux autorités, administrations ou universités désignées par le Gouvernement en vue de leur traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques et scientifiques.

Les données récoltées auprès du Registre national peuvent faire l'objet d'un traitement numérique et automatisé dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 17.** Le budget du processus de participation citoyenne est à charge du budget de l'Agence.

#### CHAPITRE 6 — *Le soutien aux communes dans leur politique énergétique et climatique*

**Art. 18.** Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° les communes : les communes situées sur le territoire de la région de langue française;

2° la Convention des Maires : l'initiative de l'Union européenne qui rassemble les collectivités locales dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de l'énergie durable;

3° le PAEDC : le Plan d'Actions pour l'Énergie Durable et le Climat adopté par une commune engagée dans la Convention des Maires, et qui décrit les étapes à suivre pour atteindre les objectifs de la commune en termes de lutte contre le changement climatique et la promotion de l'énergie durable;

4° le Coordinateur PAEDC : la personne qui, au sein de la commune, s'occupe de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la planification communale climat;

5° la planification communale climat : le plan triennal relatif à la réalisation des politiques et mesures liées au PAEDC pour une programmation du droit de tirage de la commune;

6° le coordinateur supracommunal : province, association de communes ou groupes d'action local.

**Art. 19.** Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut organiser, au bénéfice des communes qui adoptent un PAEDC et qui engagent un coordinateur PAEDC, dans les conditions et selon la procédure prévue par le présent chapitre, une subvention sous la forme d'un droit de tirage pour le financement du coordinateur PAEDC et des actions et projets pour la mise en œuvre des politiques et mesures liées à leur PAEDC.

Les communes sont bénéficiaires du droit de tirage mais peuvent choisir de confier des missions spécifiques à un coordinateur supracommunal. Le Gouvernement peut en fixer les modalités d'application.

**Art. 20.** Le droit de tirage est organisé sur la durée d'une mandature communale, en deux programmations de trois ans chacune, intégrées dans le programme stratégique transversal, visé à l'article L1123-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Gouvernement fixe le montant du droit de tirage pour chaque programmation triennale. Le montant annuel permet au minimum le financement d'un coordinateur PAEDC par commune.

Le montant total du droit de tirage qui revient aux communes correspond, pour un programme triennal, aux crédits cumulés de l'ensemble de la période couverte par ce programme.

**Art. 21.** Le mode de calcul de la quote-part de la subvention attribuée à chaque commune est déterminé par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les priorités régionales et les conditions particulières pour chaque programmation ainsi que les dépenses éligibles, dans le respect de l'article 24.

**Art. 22.** En fonction du montant fixé en application de l'article 20, alinéa 2, les communes qui souhaitent bénéficier d'un droit de tirage rédigent une planification communale climat, reprenant l'ensemble des actions et projets que la ou les communes envisagent de réaliser au cours de chaque année de la programmation triennale concernée et pour maximum deux-cent-cinquante pour cent du montant du droit de tirage attribué à chaque commune en vertu de l'article 20.

La commune peut être autorisée à déroger à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour une partie du droit de tirage lié à la première programmation pluriannuelle en vue de la réalisation de travaux ou d'une acquisition lors de la seconde programmation pluriannuelle.

La demande de dérogation est formulée lors de la transmission de la planification communale climat initiale. Elle est motivée par l'insuffisance des moyens disponibles ou par l'insuffisance de la durée de la programmation pluriannuelle concernée au regard des projets envisagés.

Le Gouvernement précise les conditions dans lesquelles la dérogation peut être accordée. Le Gouvernement détermine la forme de la planification communale climat et précise les actions et projets pouvant être intégrés dans celui-ci, ainsi que la grille d'analyse relative à l'éligibilité des planifications communales climat.

La planification communale climat se concentre sur les besoins identifiés dans le PAEDC et respecte les principes prévus par le Gouvernement.

Le service désigné par le Gouvernement vérifie la conformité de la planification communale climat au présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Le service désigné par le Gouvernement notifie la validation de la planification communale climat au plus tard le 30 septembre de la première année de la programmation.

À défaut de notification de la décision dans le délai visé à l'alinéa 7, la planification est réputée approuvée.

**Art. 23.** La subvention sous forme de droit de tirage, fixée pour chaque programmation triennale est versée automatiquement par tranches semestrielle successives aux communes dont la planification communale climat.

Le droit de tirage relatif à chaque programmation triennale est versé selon le schéma défini par le Gouvernement.

**Art. 24.** Les dépenses éligibles, au titre du droit de tirage, sont : 1° les frais de personnel liés au coordinateur du PAEDC;

2° les frais de personnel liés à l'engagement d'agents chargés spécifiquement de la réalisation des actions et projets de la planification communale climat;

3° les frais d'investissement relatifs aux acquisitions de biens meubles, de biens immeubles et les travaux liés à la réalisation des actions et projets de la planification communale climat, en ce compris les frais d'études liés à ces investissements;

4° les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation des actions et projets de la planification communale climat;

5° les frais d'expertise externe pour l'accompagnement du coordinateur du PAEDC dans ses missions.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le Gouvernement arrête les qualifications et les missions du coordinateur PAEDC ainsi que le temps de travail y consacré.

Le Gouvernement détermine le taux de subvention. Il se situe entre cinquante et quatre-vingts pour cent selon les conditions fixées par le Gouvernement. Par dérogation, les frais de personnel peuvent être subsidiés jusqu'à nonante pour cent.

**Art. 25.** Le Gouvernement détermine les documents qui sont transmis au service qu'il détermine ou approuvés par celui-ci en fonction du type d'action ou de projet.

Le Gouvernement arrête les modalités de contrôle de l'emploi de la subvention par les communes et exerce son contrôle dans l'année de la fin de la programmation triennale.

**Art. 26.** Le Gouvernement rédige un rapport général sur l'application du présent chapitre à la fin de chaque programmation triennale. Ce rapport contient les éléments suivants :

1° une liste des actions et projets de la planification communale climat par commune;

2° le taux de réalisation des planifications communales climat;

3° une évaluation qualitative.

Le rapport est transmis au Parlement au plus tard le 31 mars de l'année subséquente.

**Art. 27.** La commune instaure un comité de pilotage de sa planification communale climat chargé de :

1° l'échange des informations entre les différents partenaires de la planification communale climat;

2° l'impulsion d'une réflexion sur le développement et l'amélioration de la planification communale climat;

3° le suivi de la réalisation de la planification communale climat; 4° l'évaluation de la planification communale climat;

5° la réflexion sur la mise en place des modalités d'un processus de participation citoyenne autour de la planification communale climat.

Le Gouvernement détermine la composition du comité de pilotage.

#### CHAPITRE 7 — *Les conventions carbone*

**Art. 28.** Au sens du présent chapitre, l'on entend par :

1° la convention carbone : la convention passée entre la Région représentée par le Gouvernement, d'une part, et une communauté carbone, d'autre part, en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre des membres de la communauté carbone en agissant sur les émissions de procédé, sur la gestion de la consommation énergétique et sur l'intégration d'énergie de source renouvelable;

2° la communauté carbone : une association d'entreprises ou de leurs établissements au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dont les membres sont désireux de s'engager ensemble dans une convention carbone et regroupés dans un périmètre géographique ou suivant une chaîne de valeur ou au sein d'un secteur économique.

**Art. 29.** Une communauté carbone peut conclure une convention carbone pour autant qu'elle :

1° jouisse de la personnalité juridique;

2° représente des membres qui atteignent ensemble les critères fixés par le Gouvernement;

3° soit mandatée par tous ses membres.

Les critères visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peuvent porter sur :

1° le volume minimal d'émission de gaz à effet de serre en équivalent carbone de la communauté carbone;

2° le volume minimal de consommation d'énergie finale de la communauté carbone;

3° le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la communauté carbone sur la durée de la convention carbone.

**Art. 30.** La convention carbone indique au minimum :

- 1° les dispositions législatives, européennes ou régionales qu'elle vise à mettre en oeuvre;
- 2° les objectifs à atteindre individuellement par chaque membre de la communauté carbone pour la durée de la convention, avec une trajectoire indicative pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050;
- 3° les objectifs et trajectoires fixés en commun pour la communauté carbone, les autres obligations éventuelles et les moyens mis en commun pour atteindre les objectifs et définir les trajectoires et les principes du partage de responsabilité en cas de non-respect de la convention;
- 4° les obligations à mettre en œuvre par la communauté carbone et chacun de ses membres pour atteindre les objectifs visés au 2° et au 3°;
- 5° les avantages octroyés en contrepartie de la mise en œuvre des obligations et de l'atteinte des objectifs;
- 6° les modalités de suivi et de contrôle de l'atteinte des objectifs visés au 2° et au 3° et de son respect;
- 7° sa durée, de maximum huit ans, renouvelable;
- 8° les modalités suivant lesquelles elle peut être actualisée, conformément aux règles édictées par le présent chapitre;
- 9° les motifs et les modalités suivant lesquelles elle peut être résiliée, conformément aux règles édictées par le présent chapitre, ainsi que les modalités suivant lesquelles la partie qui résilie la convention se conforme aux dispositions décrétales et réglementaires que la convention carbone vise à mettre en œuvre;
- 10° les modalités suivant lesquelles sont tranchées les difficultés quant à l'interprétation de ses clauses;
- 11° les clauses pénales en cas d'inexécution des obligations issues de la convention carbone ainsi que les clauses de sauvegarde ou de cas de force majeure.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des conventions carbone.

**Art. 31.** Pendant la durée de la convention carbone le Gouvernement, sans préjudice de l'alinéa 2, ne peut adopter aucune disposition réglementaire qui établit des conditions plus restrictives que celles fixées dans la convention carbone.

Le Gouvernement conserve, moyennant une consultation préalable des parties à la convention carbone, le pouvoir de prendre les dispositions réglementaires requises afin de satisfaire à des obligations de droit international ou européen.

Le Gouvernement est habilité à intégrer dans un arrêté tout ou partie des dispositions d'une convention carbone.

**Art. 32.** La convention carbone est obligatoire pour tous les membres qui adhèrent à la communauté carbone après la conclusion de la convention carbone. La convention carbone est actualisée conformément à l'article 36, de manière à s'appliquer au nouveau membre.

Le membre dont prend fin l'affiliation à une communauté carbone qui a conclu une convention carbone reste lié par les obligations qui lui incombent en vertu de cette convention.

La convention carbone peut être source de droits ou d'obligations à l'égard de tiers concernés par son exécution.

Outre la publication prévue à l'article 33, alinéa 2, 5°, la convention carbone est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

**Art. 33.** La convention carbone type est un canevas général sur la base duquel sont élaborées les conventions carbone.

La convention carbone type est élaborée selon les modalités suivantes : 1° le Gouvernement établit un projet de convention carbone type;

2° le projet de convention carbone type est soumis à consultation publique pendant un délai de trente jours sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence;

3° le Gouvernement soumet le projet de convention carbone type à l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et éventuellement à d'autres instances qu'il détermine;

4° le Gouvernement examine les observations visées au 2° et les avis visés au 3°, et adopte, le cas échéant après modification, la convention carbone type;

5° la convention carbone type est publiée sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence.

Les instances visées à l'alinéa 2, 3°, rendent leur avis dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception de la demande d'avis. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

**Art. 34.** Le processus de conclusion d'une convention carbone comporte les étapes suivantes :

1° le Gouvernement et une communauté carbone établissent un projet de convention carbone sur la base de la convention carbone type;

2° le projet de convention carbone est soumis à consultation publique pendant trente jours à dater de la publication sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence;

3° le Gouvernement et les communautés carbone qui ont établi le projet de convention carbone examinent les observations visées au 2° et modifient, le cas échéant, le projet de convention;

4° la convention carbone est conclue par la signature des parties contractantes et est publiée sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence.

La convention carbone est obligatoire pour les parties contractantes dès le jour de sa signature.

**Art. 35.** Tous les quatre ans, le Gouvernement adresse et présente au Parlement wallon un rapport sur l'état d'avancement des différentes conventions carbone en vigueur. Ce rapport indique dans quelle mesure les objectifs intermédiaires sont réalisés, les éventuelles mesures correctrices prises ainsi que les nouveaux plans d'action et objectifs intermédiaires pour le cycle suivant de quatre ans.

Annuellement, un rapport permettant le suivi agrégé de l'ensemble du mécanisme est publié sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence.

Chaque entreprise participante peut publier ses jalons, ses objectifs intermédiaires et ses résultats annuels et historiques dans son rapport annuel destiné à ses actionnaires ou assurer une communication interne ou externe par ses propres canaux.

**Art. 36.** Les parties contractantes peuvent actualiser une convention carbone pendant sa durée de validité.

Le projet d'avenant précise les raisons de l'actualisation conformément aux modalités de la convention-type, l'impact sur les objectifs poursuivis et les moyens mis en oeuvre, ainsi que sur les contreparties, le cas échéant.

Sauf dans les cas qu'il détermine en fonction de l'objet ou de la portée de l'avenant, le Gouvernement soumet le projet d'avenant à la consultation publique pendant trente jours sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence.

Les parties contractantes examinent les observations et modifient, le cas échéant, le projet d'avenant.

L'avenant à la convention, signé par les parties contractantes, est publié sur les sites dédiés de l'Agence et de l'administration en charge de l'Énergie.

**Art. 37.** Toute convention carbone prend fin de l'accord des parties contractantes ou à l'expiration du délai de validité.

Les parties contractantes peuvent, de commun accord, mettre fin à tout moment à une convention carbone, à condition d'observer un délai de résiliation.

Sauf clause contraire dans la convention, le délai de résiliation est de six mois. Le délai de résiliation prévu par la convention ne peut pas excéder un an. La résiliation de la convention est, sous peine de nullité, notifiée par une lettre recommandée aux signataires de la convention. Le délai de résiliation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit la notification.

La résiliation de la convention donne lieu à la publication d'un avis de résiliation sur les sites internet dédiés de l'Agence et de l'administration en charge de l'Énergie, qui indique l'objet de la convention résiliée et la date à laquelle la résiliation prend cours.

**Art. 38.** Les entreprises qui s'inscrivent dans une convention carbone au sens du présent décret sont réputées être en accord de branche.

**Art. 39.** Les dispositions du présent chapitre sont d'ordre public.

#### CHAPITRE 8 — *L'adaptation au changement climatique*

**Art. 40.** Le Gouvernement, aux conditions et aux fins qu'il détermine, réalise annuellement un état des lieux du changement climatique en collaboration avec le Comité des experts sur le climat et d'autres acteurs qu'il désigne.

**Art. 41.** Le Gouvernement établit une stratégie wallonne pour l'adaptation au changement climatique sur cinq ans à élaborer ou à actualiser dans les douze mois de la mise en place du Gouvernement, sur base des derniers rapports du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat et des accords internationaux, à évaluer à mi-parcours, aux conditions définies par le Gouvernement.

Cette stratégie définit les politiques et mesures en vue d'atteindre notamment les objectifs suivants :

- 1° réduire la vulnérabilité et l'exposition aux risques;
- 2° augmenter la capacité de prévision et d'action sur les phénomènes extrêmes dans une réflexion long terme;
- 3° renforcer la gestion de crise, telle que définie à l'article 3, 4°, du décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne, et implémenter les systèmes d'alerte précoce;
- 4° identifier et exploiter les effets bénéfiques du changement climatique;
- 5° identifier les pistes de financement et d'accompagnement des mesures.

**Art. 42.** Le Gouvernement peut soutenir dans la limite des crédits disponibles des projets d'adaptation au changement climatique qui s'inscrivent dans la stratégie wallonne pour l'adaptation au changement climatique.

#### CHAPITRE 9 — *Le financement climatique international*

**Art. 43.** Le Gouvernement peut fournir, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, un appui aux pays en développement au sens de l'article 19 du Règlement gouvernance en vue de promouvoir des initiatives d'atténuation du changement climatique ou d'adaptation au changement climatique.

L'appui peut prendre la forme :

- 1° d'une contribution à des organismes internationaux ou à des Fonds multilatéraux;
- 2° d'une contribution financière pour des initiatives de coopération bilatérale ou internationale;
- 3° d'un transfert de technologies ou d'un renforcement des capacités pour des initiatives de coopération bilatérale ou internationale.

#### CHAPITRE 10 — *Habilitations du Gouvernement*

**Art. 44.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut subventionner des associations composées de représentants du monde académique dans le but de renforcer l'appui scientifique à la politique climatique wallonne. Les subventions peuvent couvrir les actions suivantes :

- 1° tenir à jour le registre de l'expertise scientifique disponible en Région wallonne à propos de toutes les dimensions du changement climatique;
- 2° effectuer un travail de veille scientifique, informer régulièrement les preneurs de décision et répondre aux demandes d'information, notamment à travers la publication de lettres d'informations;

3° accompagner les scientifiques wallons qui participent aux travaux du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat;

4° coordonner le travail de relecture des rapports du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat par des experts wallons;

5° participer à la valorisation et à la représentation à l'étranger des activités scientifiques réalisées en Région wallonne;

6° participer à un évènement en matière de climat sur invitation du Gouvernement wallon;

7° assurer une veille scientifique sur l'adaptation et les impacts du changement climatique en Région wallonne dans différents secteurs et développer la base de connaissance ainsi qu'une liste d'indicateurs des impacts.

Le Gouvernement peut définir des actions et fixer des priorités et objectifs aux bénéficiaires.

La subvention couvre les frais de fonctionnement. Les frais de fonctionnement sont constitués des coûts inhérents à l'engagement et à la gestion du personnel, à la formation, à la gestion administrative et comptable, aux frais informatiques, d'évaluation, de documentation, de logistique, de communication, d'équipement de bureau et de rédaction des différents travaux et rapports.

**Art. 45.** Le Gouvernement peut octroyer des subventions et des prix, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, pour des actions dans le domaine du changement climatique et dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures du plan Air Climat Énergie.

Les subventions peuvent être octroyées à toute personne physique, au secteur privé, au secteur public, à des universités pour de la recherche ou des projets innovants dans le domaine du changement climatique ainsi que pour le soutien de projets internationaux.

Le Gouvernement arrête les conditions et les modalités d'application du présent article.

**Art. 46.** Le Gouvernement réalise une analyse sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des propositions de décisions qui lui sont soumises.

#### CHAPITRE 11 — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 47.** Le décret « Climat » du 20 février 2014 est abrogé.

**Art. 48.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 novembre 2023.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1493 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 8

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 novembre 2023

Discussion.

Vote.



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/48516]

16. NOVEMBER 2023. — Dekret zur CO<sub>2</sub>-Neutralität (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° Agentur: die Wallonische Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat");
- 2° Sachverständigenausschuss für Klimafragen: der in Kapitel 4 genannte Sachverständigenausschuss für Klimafragen;
- 3° der Bürgerbeteiligungsprozess: der in Kapitel 5 genannte Bürgerbeteiligungsprozess;
- 4° Netto-Treibhausgasemissionen: die Menge der Treibhausgasemissionen abzüglich der abgebauten Treibhausgase;
- 5° Kyoto-Fonds: der im Einnahmen- und allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region durch Artikel 13 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls geschaffene Fonds;
- 6° Menge des Bezugsjahres: die Gesamtmenge der Treibhausgasemissionen für die in Artikel 2 genannten Quellen, im Jahre 1990;
- 7° Governance-Verordnung: die Verordnung (EU) 2018/1999 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 über das Governance-System für die Energieunion und für den Klimaschutz, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 663/2009 und (EG) Nr. 715/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 94/22/EG, 98/70/EG, 2009/31/EG, 2009/73/EG, 2010/31/EU, 2012/27/EU und 2013/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 2009/119/EG und (EU) 2015/652 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 525/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates;
- 8° Europäisches Klimagesetz: die Verordnung (EU) 2021/1119 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Juni 2021 zur Schaffung des Rahmens für die Verwirklichung der Klimaneutralität und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 401/2009 und (EU) 2018/1999;
- 9° Treibhausgase: die in Anhang V Teil 2 der Governance-Verordnung aufgeführten Gase.

**Art. 2** - Vorliegendes Dekret ist auf dem Gebiet der Wallonischen Region auf die anthropogenen Emissionen von Treibhausgasen aus Quellen und den Abbau solcher Gase durch Senken anwendbar, mit Ausnahme des internationalen Flugverkehrs.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret trägt zur Umsetzung folgender Bestimmungen bei:

- 1° das Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen, und zu den Anlagen I und II, unterzeichnet in New York am 9. Mai 1992;
- 2° das Übereinkommen von Paris, das am 12. Dezember 2015 in Paris unterzeichnet wurde;
- 3° die Richtlinien, Verordnungen und Beschlüsse der Europäischen Union, die in Umsetzung der oben genannten völkerrechtlichen Verpflichtungen erlassen wurden, insbesondere des Europäischen Klimagesetzes und der Governance-Verordnung.

KAPITEL 2 — *Die Klimaziele der Wallonie*

**Art. 4** - Die Ziele des vorliegenden Dekrets sind:

- 1° die CO<sub>2</sub>-Neutralität bis spätestens 2050 erreichen, indem der in Artikel 5 definierte Kurs eingehalten wird und gleichzeitig ein gerechter und sozial ausgewogener Übergang vollzogen wird, der die Ziele des Fortbestands und der Entwicklung von Aktivitäten bzw. der Verlagerung und Reindustrialisierung des wallonischen Gebiets berücksichtigt;
- 2° die notwendigen Anpassungsmaßnahmen ergreifen, um die Widerstandsfähigkeit der Wallonischen Region gegenüber dem Klimawandel zu verbessern;
- 3° einen Beitrag zur internationalen Klimafinanzierung leisten.

**Art. 5** - Die Ziele für die Verringerung der Treibhausgasemissionen lauten wie folgt:

- 1° fünfundfünfzig Prozent CO<sub>2</sub>-Äquivalente im Vergleich zur Menge des Referenzjahres bis zum Jahr 2030, unter Berücksichtigung der Ziele, die dem Europäischen System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten von der Europäischen Union zugewiesen wurden;
- 2° fünfundneunzig Prozent CO<sub>2</sub>-Äquivalente im Vergleich zur Menge des Referenzjahres bis zum Jahr 2050.

KAPITEL 3 — *Der Luft-Klima-Energieplan*

**Art. 6** - § 1. Der Luft-Klima-Energieplan legt die Politiken und Maßnahmen fest, mit denen die von der Regierung festgelegten Ziele für die Reduzierung der Treibhausgasemissionen gemäß Artikel 5, die Anpassung an den Klimawandel, die Luftqualität und die Energie erreicht werden können. Er erstreckt sich über einen Zeitraum von zehn Jahren.

Er enthält mindestens die in der Governance-Verordnung vorgeschriebenen Elemente und insbesondere die folgenden Elemente:

- 1° Prognosen in Bezug auf bestehende Politiken und Maßnahmen oder Maßnahmenpakete;
- 2° die Auswirkungen der geplanten Politiken und Maßnahmen oder Maßnahmenpakete mit einer Kosten-Nutzen-Analyse;
- 3° einen Vergleich zwischen den Auswirkungen gemäß Ziffer 2 und den Prognosen gemäß Ziffer 1;
- 4° eine allgemeine Übersicht über die zur Erreichung der Ziele erforderlichen Investitionen;

5° eine allgemeine Bewertung der Investitionsquellen;

6° einen vorläufigen Zeitplan für die geplanten Maßnahmen oder Maßnahmenpakete.

Der Luft-Klima-Energieplan enthält auch sektorale Ziele für die Reduzierung von Treibhausgasemissionen. Diese sektoralen Ziele werden im Hinblick auf die Erreichung der Ziele von Artikel 5 festgelegt. Diese sektoralen Ziele können alle zwei Jahre von der Regierung unter Einhaltung des festgelegten Gesamtkurses überarbeitet werden.

§ 2. Die Regierung verabschiedet den Entwurf des Luft-Klima-Energieplans, den Luft-Klima-Energieplan, die Entwürfe der Aktualisierungen und die Aktualisierungen spätestens drei Monate vor den in den Artikeln 3, 9 und 14 der Governance-Verordnung festgelegten Fristen.

**Art. 7 - § 1.** Zur Vorbereitung des Entwurfs des Luft-Klima-Energieplans oder des Aktualisierungsentwurfs bezieht die Regierung den Sachverständigenausschuss für Klimafragen und den Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie mit ein.

Zur Vorbereitung des Entwurfs des Luft-Klima-Energieplans organisiert die Regierung auch einen Bürgerbeteiligungsprozess, um der Regierung Vorschläge zu unterbreiten.

§ 2. Der Entwurf des Luft-Klima-Energieplans oder der Aktualisierungsentwurf wird der Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie, des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie, des Wallonischen Rates für die Gleichstellung von Mann und Frau, des Sachverständigenausschusses für Klimafragen und jeder sonstigen Einrichtung, deren Anhörung die Regierung für sinnvoll erachtet, unterbreitet.

Der Entwurf des Luft-Klima-Energieplans wird außerdem einer Umweltprüfung gemäß den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches und einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten des Titels III des Teils III des Buches I des Umweltgesetzbuches unterzogen.

§ 3. Der von der Regierung endgültig verabschiedete Entwurf des Luft-Klima-Energieplans der Aktualisierungsentwurf wird dem Parlament vorgelegt.

**Art. 8 - § 1.** Die Regierung erlässt den Luft-Klima-Energieplan oder seine Aktualisierung spätestens zwölf Monate nach dem Datum der Verabschiedung des Entwurfs des Luft-Klima-Energieplans.

In dem Luft-Klima-Energieplan oder seiner Aktualisierung werden eventuelle Empfehlungen der Europäischen Kommission gemäß Artikel 9 § 3 der Governance-Verordnung berücksichtigt und wenn einer der Empfehlungen oder einem wesentlichen Teil davon nicht entsprochen wird, wird dies begründet.

§ 2. Der Erlass der Regierung, durch den der Luft-Klima-Energieplan oder seine Aktualisierung verabschiedet wird, wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Agentur veröffentlicht die endgültige Fassung des Luft-Klima-Energieplans oder seiner Aktualisierung, den Umweltbericht und die Umwelterklärung auf ihrer Website. Auch die Öffentlichkeit kann auf Antrag unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen Zugang zu den vollständigen Dokumenten erhalten.

Die Regierung legt den Plan dem Parlament vor.

**Art. 9 - § 1.** Die Regierung erstellt alle zwei Jahre eine Zusammenfassung des Fortschrittsberichts im Bereich Energie und Klima gemäß Artikel 17 der Governance-Verordnung sowie eine Zusammenfassung der Informationen gemäß den Artikeln 18 bis 25 der Governance-Verordnung.

§ 2. Die Regierung erstellt jedes Jahr einen zusammenfassenden Bericht in Form von Überwachungsindikatoren bezüglich des Fortschritts der Projekte und einer Zusammenfassung der in Artikel 26 der Governance-Verordnung genannten Informationen.

Auf der Grundlage dieses zusammenfassenden Berichts kann die Regierung für bestimmte Themen oder für die Umsetzung bestimmter Politiken oder Maßnahmen einen Bürgerbeteiligungsprozess, eine Stellungnahme des Sachverständigenausschusses für Klimafragen, der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie, des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie, des Wallonischen Rates für die Gleichstellung von Mann und Frau, und jeder sonstigen Einrichtung, deren Anhörung die Regierung für sinnvoll erachtet, beantragen.

Die Regierung kann den Luft-Klima-Energieplan mit ergänzenden oder korrigierenden Maßnahmen ergänzen, die für die Erreichung der Ziele des Plans notwendig sind.

#### KAPITEL 4 — *Sachverständigenausschuss für Klimafragen*

**Art. 10 -** Es wird ein Sachverständigenausschuss für Klimafragen eingerichtet. Dieser Ausschuss besteht aus zehn Mitgliedern. Die Mitglieder werden aus einem Kreis von Persönlichkeiten ausgewählt, die jede Gewähr für Unabhängigkeit und Kompetenz in einem Bereich bieten, der in direktem Zusammenhang mit den Aufgaben des Sachverständigenausschusses für Klimafragen steht. Der Sachverständigenausschuss für Klimafragen wird so gebildet, dass er über eine umfangreiche Sachkunde, insbesondere in folgenden Gebieten, verfügt:

- 1° Klimawandelforschung;
- 2° Klimapolitik;
- 3° Wirtschaft;
- 4° Technologien;
- 5° Unternehmen, Forschung und Innovation;
- 6° Energie;
- 7° Finanzen der öffentlichen Politik;
- 8° Soziale und gesellschaftliche Herausforderungen;
- 9° Soziologie des Wandels;
- 10° Psychologie des Wandels.

Hinsichtlich seiner Zusammensetzung beachtet der Ausschuss das Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen;

Die Regierung legt die Modalitäten für die Benennung fest und benennt die Mitglieder des Sachverständigenausschusses für Klimafragen.

**Art. 11 - § 1.** Der Sachverständigenausschuss für Klimafragen hat die Aufgabe, Vorschläge oder Stellungnahmen zu formulieren:

1° im Rahmen der Erstellung des Entwurfs des Luft-Klima-Energieplans oder der Aktualisierung, zur Anpassung von Politiken und Maßnahmen oder zur Annahme neuer Politiken und Maßnahmen und deren Angemessenheit im Hinblick auf die Ziele des vorliegenden Dekrets;

2° im Rahmen der Bewertung des Luft-Klima-Energieplans auf Anfrage der Regierung zur Bewertung bestehender Politiken und Maßnahmen;

3° im Rahmen der Umsetzung des Luft-Klima-Energieplans auf Anfrage der Regierung über die konkrete Umsetzung von Politiken und Maßnahmen;

4° im Rahmen der jährlichen Bestandsaufnahme des Klimawandels gemäß Artikel 40;

5° zu einem bestimmten Thema im Zusammenhang mit dem Klimawandel oder der Klimapolitik auf Anfrage der Regierung;

6° im Rahmen der Festlegung der jährlichen Zwischenziele gemäß Artikel 5 Ziffer 2.

Die Agentur veröffentlicht die Stellungnahmen und Empfehlungen des Sachverständigenausschusses auf ihrer Website gemäß den von der Regierung festzulegenden Modalitäten.

§ 2. Es ist jedem Mitglied untersagt, an den Beschlussfassungen über Angelegenheiten teilzunehmen, an denen es ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse hat.

**Art. 12 -** Die Regierung legt den Betrag der Entschädigungen fest, die den Mitgliedern des Sachverständigenausschusses für Klimafragen gewährt werden.

Die Agentur gewährleistet die Sekretariatsführung des Sachverständigenausschusses für Klimafragen.

Die Haushaltsmittel des Sachverständigenausschusses für Klimafragen gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur.

#### KAPITEL 5 — *Bürgerbeteiligungsprozess*

**Art. 13 -** Die Regierung organisiert einen Bürgerbeteiligungsprozess im Rahmen der Erstellung des Entwurfs des Luft-Klima-Energieplans.

Die Regierung kann beschließen, den Bürgerbeteiligungsprozess auf bestimmte Themen, Politiken und Maßnahmen zu beschränken.

Die Regierung kann auch in den folgenden Fällen einen Bürgerbeteiligungsprozess organisieren:

1° im Rahmen der Ausarbeitung des Entwurfs zur Aktualisierung des Luft-Klima-Energieplans über die Annahme neuer Politiken und Maßnahmen;

2° im Rahmen der Bewertung des Luft-Klima-Energieplans zur Bewertung bestehender Politiken und Maßnahmen;

3° im Rahmen der Umsetzung des Luft-Klima-Energieplans über die konkrete Umsetzung von Politiken und Maßnahmen.

Das Ziel des Bürgerbeteiligungsprozesses ist die Erarbeitung von Stellungnahmen oder Vorschlägen auf der Grundlage der Konsultation einer zeitweilig und gemäß Artikel 14 gebildeten Gruppe von Bürgern.

**Art. 14 -** Die Regierung bildet vorübergehend eine Gruppe von Bürgern, die aus mindestens fünfzig Bürgern besteht, die auf der Grundlage des Nationalregisters ausgelost werden und auf freiwilliger Basis teilnehmen.

Bei der Zusammensetzung der Bürgergruppe wird auf eine ausgewogene Repräsentativität der Geschlechter, der Altersgruppen, der geografischen Ausgewogenheit, des Einkommens und des Bildungsniveaus geachtet. Unter Berücksichtigung der Besonderheit eines Themas können zusätzliche Kriterien festgelegt werden, um eine möglichst repräsentative Zusammensetzung der betreffenden Bevölkerung zu erreichen.

Für jedes der in Absatz 2 genannten Kriterien wird die Repräsentativität der Bürgergruppe im Vergleich zur Gesamtbevölkerung wie folgt bestimmt:

1° Geschlecht: Die Verteilung der Geschlechter innerhalb der Bürgergruppe entspricht der Verteilung der Geschlechter in der Bevölkerung. Zu diesem Zweck verwendet die Regierung die neuesten Statistiken, die vom Wallonischen Institut für Bewertung, Vorausschau und Statistik ("Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" IWEPs), im Folgenden IWEPs genannt, veröffentlicht werden;

2° Alter: Die Verteilung der Altersgruppen innerhalb der Gruppe der Bürger entspricht der Verteilung der Altersgruppen in der Bevölkerung. Zu diesem Zweck verwendet die Regierung die letzten vom IWEPs veröffentlichten Statistiken. Die Regierung legt die verwendeten Altersgruppen fest;

3° geografische Ausgewogenheit: Die Anzahl der natürlichen Personen mit Wohnsitz in der Bürgergruppe pro Provinz entspricht der Verteilung der Personen mit Wohnsitz in der Bevölkerung pro Provinz. Mindestens eine für die Provinz Lüttich eingeladene Person ist in den Bevölkerungsregistern einer Gemeinde des deutschen Sprachgebiets eingetragen;

4° Einkommen: Die Einkommensverteilung innerhalb der Gruppe der Bürger entspricht der Einkommensverteilung in der Bevölkerung. Zu diesem Zweck verwendet die Regierung die neuesten vom IWEPs veröffentlichten Statistiken und die mit der Veröffentlichung verbundenen Einkommensstufen;

5° Bildungsniveau: Die Verteilung nach Bildungsniveau innerhalb der Gruppe der Bürger entspricht der Verteilung nach Bildungsniveau in der Bevölkerung. Zu diesem Zweck verwendet die Regierung die letzten vom IWEPs veröffentlichten Statistiken. Die verschiedenen verwendeten Bildungsniveaus basieren auf der Internationalen Standardklassifikation für das Bildungswesen (ISCED).

Die Repräsentativität der Bürgergruppe kann bei jedem Kriterium um maximal zwei Einheiten abweichen. Abweichend davon kann die Regierung eine größere Abweichung vorsehen, wenn sie zusätzliche Kriterien gemäß Absatz 2 festlegt.

Die Regierung legt die Bedingungen fest, die für die Teilnahme an einer Bürgergruppe erfüllt sein müssen.

An der Bürgergruppe können nur Bürger teilnehmen, die:

1° in den Bevölkerungs- oder Ausländerregistern einer Gemeinde der Wallonischen Region eingetragen sind;

2° das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben;

3° nicht Gegenstand einer Verurteilung oder einer Entscheidung sind, die für die Wähler des Parlaments den Ausschluss oder die Aussetzung des Wahlrechts zur Folge hat;

4° keines der folgenden Mandate oder Funktionen ausüben;

Mitglied des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder eines Regional- oder Gemeinschaftsparlaments;

Mitglied der Regierung des Föderalstaats, einer Region oder einer Gemeinschaft oder Staatssekretär der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt;

Provinzgouverneur, beigeordneter Gouverneur oder Generaldirektor der Provinz;

Mitglied der Provinzialräte;

Bezirkskommissar;

Inhaber eines Amtes des gerichtlichen Standes;

Staatsrat, Beisitzer der Gesetzgebungsabteilung oder Mitglied des Auditorats, des Koordinationsbüro oder Kanzlei des Staatsrats;

Richter, Referent oder Greffier bei einer Verwaltungsgerichtsbarkeit mit Ausnahme des Staatsrats;

Richter, Referent oder Greffier beim Verfassungsgerichtshof;

Mitglied des Rechnungshofs;

Bürgermeister, Schöffe, Präsident eines öffentlichen Sozialhilfezentrums, Gemeinderatsmitglied oder Mitglied des Sozialhilferats;

ein Amt, das unter der direkten Kontrolle einer parlamentarischen Versammlung, eines Mitglieds einer parlamentarischen Versammlung oder einer Regierung steht, mit Ausnahme von Mitgliedern des Personals des Gemeinschaftsunterrichtswesens;

eine leitende Funktion bei einer Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonie.

**Art. 15** - Die Regierung legt die Modalitäten für die Organisation und die Funktionsweise des Bürgerbeteiligungsprozesses fest.

Die Stellungnahmen und Vorschläge der Bürgergruppe sind Gegenstand einer aktiven Öffentlichkeitsarbeit gemäß den Modalitäten, die von der Regierung festgelegt werden, wenn sie einen Bürgerbeteiligungsprozess organisiert.

**Art. 16** - Die Daten, die für die Bildung und Verwaltung der Bürgergruppe unbedingt notwendig und relevant sind, werden in einer Datenbank gespeichert, die von den von der Regierung benannten Dienststellen verwaltet wird. Zu diesem Zweck fordern die benannten Dienststellen die erforderlichen Daten aus dem Nationalregister der natürlichen Personen an: Name, Vorname, Adresse, Geschlecht, Geburtsdatum und Nationalregisternummer.

Die Daten werden höchstens drei Monate nach Abschluss des Bürgerbeteiligungsprozesses aufbewahrt, es sei denn, die Daten werden für historische, statistische oder wissenschaftliche Zwecke unter Einhaltung der Rechtsvorschriften zum Schutz der Privatsphäre benötigt. Personenbezogene Daten werden anonymisiert, sobald ihre Individualisierung für die Zwecke, für die sie erhoben wurden, nicht mehr erforderlich ist.

Die Daten können nach der Anonymisierung an die von der Regierung benannten Behörden, Verwaltungen oder Universitäten weitergegeben werden, um später zu historischen, statistischen und wissenschaftlichen Zwecken verarbeitet zu werden.

Die beim Nationalregister erhobenen Daten können digital und automatisch verarbeitet werden, wobei die Regierung die Modalitäten festlegt.

**Art. 17** - Die Haushaltsmittel für den Prozess der Bürgerbeteiligung gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur.

#### KAPITEL 6 — *Die Unterstützung von Gemeinden bei ihrer Energie- und Klimapolitik*

**Art. 18** - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Gemeinden: die Gemeinden, die sich auf dem französischen Sprachgebiet befinden;

2° Bürgermeisterkonvent: die Initiative der Europäischen Union, die die lokalen Gebietskörperschaften bei der Bekämpfung des Klimawandels und der Förderung nachhaltiger Energie zusammenbringt;

3° APNE: Der Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klimaschutz, der von einer Gemeinde, die dem Bürgermeisterkonvent beigetreten ist, verabschiedet wurde und die Schritte beschreibt, die unternommen werden müssen, um die Ziele der Gemeinde im Hinblick auf die Bekämpfung des Klimawandels und die Förderung von nachhaltiger Energie zu erreichen;

4° APNE-Koordinator: die Person, die innerhalb der Gemeinde für die Entwicklung, Umsetzung und Überwachung der kommunalen Klimaplanung zuständig ist;

5° die kommunale Klimaplanung: der Dreijahresplan zur Umsetzung der APNE-Politiken und -Maßnahmen für die Planung des Inanspruchnahmerechts der Gemeinde;

6° gemeindeübergreifender Koordinator: eine Provinz, ein Gemeindeverband oder eine lokale Aktionsgruppe.

**Art. 19** - Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann die Regierung zugunsten der Gemeinden, die einen APNE verabschieden und einen APNE-Koordinator einstellen, unter den Bedingungen und nach dem Verfahren des vorliegenden Kapitels eine Subvention in Form eines Inanspruchnahmerechts für die Finanzierung des APNE-Koordinators und der Aktionen und Projekte zur Umsetzung der Politiken und Maßnahmen im Zusammenhang mit ihrem APNE organisieren.

Die Gemeinden sind Begünstigte des Inanspruchnahmerechts, können sich aber dafür entscheiden, einen gemeindeübergreifenden Koordinator mit spezifischen Aufgaben zu betrauen. Die Regierung kann die Anwendungsmodalitäten festlegen.

**Art. 20** - Das Inanspruchnahmerecht wird über die Dauer einer kommunalen Amtszeit in zwei Programmplanungszeiträumen von jeweils drei Jahren organisiert, die in das transversale strategische Programm gemäß Artikel L1123-27 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung eingebunden sind.

Die Regierung legt den Betrag des Inanspruchnahmerechts für jeden Dreijahreszeitraum fest. Der jährliche Betrag ermöglicht mindestens die Finanzierung eines APNE-Koordinators pro Gemeinde.

Der Gesamtbetrag des Inanspruchnahmerechts, der den Gemeinden zusteht, entspricht bei einem Dreijahreszeitraum den kumulierten Mitteln des gesamten Zeitraums, der von diesem Programm abgedeckt wird.

**Art. 21** - Die Berechnungsweise des jeder Gemeinde zugewiesenen Anteils der Subvention wird von der Regierung festgelegt.

Die Regierung legt die regionalen Prioritäten und die besonderen Bedingungen für jeden Planungszeitraum sowie die förderfähigen Ausgaben unter Beachtung von Artikel 24 fest.

**Art. 22** - Entsprechend dem nach Artikel 20 Absatz 2 festgelegten Betrag erstellen die Gemeinden, die ein Inanspruchnahmerecht beanspruchen wollen, eine kommunale Klimaplanung, in der alle Maßnahmen und Projekte aufgeführt sind, die die Gemeinde(n) in jedem Jahr der betreffenden dreijährigen Planung und für höchstens zweihundertfünfzig Prozent des Betrags des jeder Gemeinde nach Artikel 20 zugewiesenen Inanspruchnahmerechts durchzuführen beabsichtigt(en).

Die Gemeinde kann ermächtigt werden, für einen Teil des an die erste Mehrjahresplanung gebundenen Inanspruchnahmerechts von Absatz 1 abzuweichen, um im Rahmen der zweiten Mehrjahresplanung Arbeiten durchzuführen oder einen Erwerb zu tätigen.

Der Antrag auf eine Ausnahme wird bei der Übermittlung der ursprünglichen kommunalen Klimaplanung gestellt. Er wird damit begründet, dass die verfügbaren Mittel nicht ausreichen oder die Dauer der betreffenden Mehrjahresplanung im Hinblick auf die geplanten Projekte nicht ausreichend ist.

Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen die Ausnahme gewährt werden kann. Die Regierung bestimmt die Form der kommunalen Klimaplanung und präzisiert die Maßnahmen und Projekte, die in diese integriert werden können, sowie das Analyseraster in Bezug auf die Förderfähigkeit der kommunalen Klimaplanungen.

Die kommunale Klimaplanung konzentriert sich auf die im APNE ermittelten Bedürfnisse und hält die von der Regierung vorgesehenen Grundsätze ein.

Die von der Regierung bestimmte Dienststelle überprüft die Konformität der kommunalen Klimaplanung mit dem vorliegenden Dekret und seinen Ausführungserlassen.

Die von der Regierung ernannte Dienststelle teilt die Validierung der kommunalen Klimaplanung spätestens am 30. September des ersten Programmjahres mit.

Wird die Entscheidung nicht innerhalb der in Absatz 7 genannten Frist mitgeteilt, gilt die Planung als genehmigt.

**Art. 23** - Die für jedes Dreijahresprogramm festgelegte Subvention in Form eines Inanspruchnahmerechts wird automatisch in aufeinanderfolgenden halbjährlichen Tranchen an die Gemeinden ausgezahlt, deren kommunale Klimaplanung.

Das Inanspruchnahmerecht für jede Dreijahresplanung wird nach dem von der Regierung festgelegten Schema ausgezahlt.

**Art. 24** - Die förderfähigen Ausgaben im Rahmen des Inanspruchnahmerechts sind:

1° Personalkosten im Zusammenhang mit dem APNE-Koordinator;

2° Personalkosten für die Einstellung von Mitarbeitern, die speziell mit der Durchführung von Maßnahmen und Projekten der kommunalen Klimaplanung betraut sind;

3° Investitionskosten für den Erwerb von beweglichen und unbeweglichen Gütern und Arbeiten, die mit der Umsetzung der Aktionen und Projekte der kommunalen Klimaplanung verbunden sind, einschließlich der Kosten für Studien im Zusammenhang mit diesen Investitionen;

4° Betriebskosten, die direkt mit der Umsetzung der Aktionen und Projekte der kommunalen Klimaplanung zusammenhängen;

5° Kosten für externe Expertise zur Unterstützung des APNE-Koordinators bei seinen Aufgaben.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 legt die Regierung die Qualifikationen und Aufgaben des APNE-Koordinators sowie die dafür aufgewendete Arbeitszeit fest.

Die Regierung legt den Subventionssatz fest. Er liegt je nach den von der Regierung festgelegten Bedingungen zwischen fünfzig und achtzig Prozent. Abweichend davon können Personalkosten bis zu neunzig Prozent subventioniert werden.

**Art. 25** - Die Regierung legt die Dokumente fest, die je nach Art der Maßnahme oder des Projekts an die von ihr bestimmte Dienststelle weitergeleitet oder von dieser genehmigt werden.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Kontrolle der Verwendung des Zuschusses durch die Gemeinden fest und übt ihre Kontrolle im Jahr des Endes der Dreijahresplanung aus.

**Art. 26** - Die Regierung verfasst am Ende jeder Dreijahresplanung einen allgemeinen Bericht über die Anwendung des vorliegenden Kapitels. Dieser Bericht enthält die nachstehenden Elemente:

1° eine Liste der Aktionen und Projekte der kommunalen Klimaplanung pro Gemeinde;

2° die Umsetzungsrate der kommunalen Klimaplanungen;

3° eine qualitative Bewertung.

Der Bericht wird dem Parlament spätestens bis zum 31. März des Folgejahres übermittelt.

**Art. 27** - Die Gemeinde richtet einen Lenkungsausschuss für ihre kommunale Klimaplanung ein, der für Folgendes zuständig ist:

1° den Informationsaustausch zwischen den verschiedenen Partnern der kommunalen Klimaplanung;

2° die Anregung von Überlegungen zur Entwicklung und Verbesserung der kommunalen Klimaplanung;

3° die Überwachung der Umsetzung der kommunalen Klimaplanung;

4° die Bewertung der kommunalen Klimaplanung;

5° die Reflexion über die Einrichtung der Modalitäten eines Bürgerbeteiligungsprozesses rund um die kommunale Klimaplanung.

Die Regierung legt die Zusammensetzung des Lenkungsausschusses fest.

#### KAPITEL 7 — CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen

**Art. 28** - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° CO<sub>2</sub>-Vereinbarung: die Vereinbarung zwischen der Region, vertreten durch die Regierung, einerseits und einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft andererseits, mit dem Ziel, die Netto-Treibhausgasemissionen der Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zu reduzieren, indem auf die Prozessemissionen, die Verwaltung des Energieverbrauchs und die Integration von Energie aus erneuerbaren Quellen eingewirkt wird;

2° CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft: eine Vereinigung von Unternehmen oder ihren Niederlassungen im Sinne von Artikel 1 Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über Umweltgenehmigungen, deren Mitglieder sich gemeinsam im Rahmen einer CO<sub>2</sub>-Vereinbarung verpflichten wollen und die in einem geografischen Gebiet oder entlang einer Wertschöpfungskette oder innerhalb eines Wirtschaftssektors zusammengeschlossen sind.

**Art. 29** - Eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft kann eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung abschließen, wenn sie:

1° im Besitz der Rechtspersönlichkeit ist;

2° Mitglieder vertritt, die gemeinsam die von der Regierung festgelegten Kriterien erfüllen;

3° von allen Mitgliedern beauftragt wird.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Kriterien können sich auf Folgendes beziehen:

1° das Mindestvolumen der Treibhausgasemissionen in Kohlenstoffäquivalenten der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft;

2° das Mindestvolumen des Endenergieverbrauchs der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft;

3° das Reduktionspotenzial der Treibhausgasemissionen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft während der Laufzeit der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung.

**Art. 30** - Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung enthält mindestens:

1° die gesetzlichen, europäischen oder regionalen Bestimmungen, die sie umsetzen soll;

2° die Ziele, die von jedem Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft während der Laufzeit der Vereinbarung individuell erreicht werden müssen, mit einem Richtwert für den Weg zur CO<sub>2</sub>-Neutralität bis 2050;

3° die gemeinsam festgelegten Ziele und Wege für die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, mögliche weitere Verpflichtungen und die gemeinsamen Mittel zur Erreichung der Ziele und Pfade sowie die Grundsätze der Haftungsteilung bei Nichteinhaltung der Vereinbarung;

4° die Verpflichtungen, die von der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und jedem ihrer Mitglieder erfüllt werden müssen, um die in den Ziffern 2 und 3 genannten Ziele zu erreichen;

5° die Vorteile, die als Gegenleistung für die Erfüllung der Verpflichtungen und das Erreichen der Ziele gewährt werden;

6° die Modalitäten für die Überwachung und Kontrolle der Erreichung und Einhaltung der in den Ziffern 2 und 3 genannten Ziele;

7° ihre Dauer, die maximal acht Jahre betragen darf und verlängerbar ist;

8° die Modalitäten, nach denen er gemäß den in diesem Kapitel festgelegten Regeln aktualisiert werden kann;

9° die Gründe und Modalitäten, nach denen sie gemäß den in diesem Kapitel festgelegten Regeln gekündigt werden kann, sowie die Modalitäten, nach denen die Partei, die die Vereinbarung kündigt, die Verordnungs- und Gesetzesbestimmungen einhält, die durch die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung umgesetzt werden sollen;

10° die Modalitäten, nach denen über Schwierigkeiten bei der Auslegung seiner Klauseln entschieden wird;

11° Strafklauseln für den Fall, dass die Verpflichtungen aus der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung nicht erfüllt werden, sowie Schutzklauseln oder Klauseln für den Fall höherer Gewalt.

Die Regierung kann den Inhalt der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung näher bestimmen.

**Art. 31** - Während der Laufzeit der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung darf die Regierung, unbeschadet des Absatzes 2, keine Rechtsvorschriften erlassen, die restriktivere Bedingungen als die in der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung festgelegten festlegen.

Die Regierung behält vorbehaltlich einer vorherigen Konsultation der Parteien der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung die Befugnis, die erforderlichen Rechtsvorschriften zu erlassen, um völker- oder europarechtlichen Verpflichtungen nachzukommen.

Die Regierung ist befugt, die Bestimmungen einer CO<sub>2</sub>-Vereinbarung ganz oder teilweise in einen Erlass aufzunehmen.

**Art. 32** - Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung ist für alle Mitglieder verbindlich, die der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft nach Abschluss der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung beitreten. Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird gemäß Artikel 36 aktualisiert, so dass sie auch für das neue Mitglied gilt.

Das Mitglied, dessen Mitgliedschaft in einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft endet, die eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung geschlossen hat, bleibt an seine Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung gebunden.

Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung kann Rechte oder Pflichten gegenüber Dritten begründen, die von seiner Erfüllung betroffen sind.

Zusätzlich zu der in Artikel 33 Absatz 2 Ziffer 5 vorgesehenen Veröffentlichung wird die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung durch Auszug im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

**Art. 33** - Das Muster für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung ist ein allgemeiner Rahmen, auf dessen Grundlage die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen ausgearbeitet werden.

Das Muster für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird wie folgt ausgearbeitet:

1° Die Regierung erstellt den Entwurf eines Musters für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung;

2° Der Entwurf des Musters für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird innerhalb einer Frist von 30 Tagen auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur zur öffentlichen Anhörung gestellt;

3° die Regierung legt den Entwurf eines Musters für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung dem Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie und eventuell anderen von ihr bestimmten Instanzen zur Stellungnahme vor;

4° Die Regierung prüft die in Ziffer 2 genannten Bemerkungen und die in Ziffer 3 genannten Stellungnahmen und verabschiedet, gegebenenfalls nach Änderungen, das Muster für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung;

5° Das Muster für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur veröffentlicht.

Die in Absatz 2 Ziffer 3 genannten Instanzen geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags auf ein Gutachten ab. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb dieser Frist wird von einem günstigen Gutachten ausgegangen.

**Art. 34** - Das Verfahren zum Abschluss einer CO<sub>2</sub>-Vereinbarung umfasst die folgenden Schritte:

1° Die Regierung und eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft erstellen einen Entwurf für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung auf der Grundlage des Musters für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung;

2° Der Entwurf für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur 30 Tage lang zur öffentlichen Anhörung gestellt;

3° Die Regierung und die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften, die den Entwurf der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung erstellt haben, prüfen die in Ziffer 2 genannten Stellungnahmen und ändern gegebenenfalls den Entwurf der Vereinbarung;

4° Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird durch die Unterzeichnung der Vertragsparteien geschlossen und auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur veröffentlicht.

Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung ist für die Vertragsparteien ab dem Tag seiner Unterzeichnung bindend.

**Art. 35** - Alle vier Jahre übermittelt die Regierung dem Wallonischen Parlament einen Bericht über den Stand der Umsetzung der verschiedenen geltenden CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen und stellt diesen dem Parlament vor. In diesem Bericht wird angegeben, inwieweit die Zwischenziele erreicht wurden, welche Korrekturmaßnahmen gegebenenfalls ergriffen wurden und welche neuen Aktionspläne und Zwischenziele für den nächsten Vierjahreszyklus vorgesehen sind.

Jährlich wird ein Bericht, der eine aggregierte Überwachung des gesamten Mechanismus ermöglicht, auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur veröffentlicht.

Jedes teilnehmende Unternehmen kann seine Zielvorgaben, Zwischenziele, Jahres- und historische Ergebnisse in seinem Jahresbericht für die Aktionäre veröffentlichen oder intern oder extern über seine eigenen Kanäle kommunizieren.

**Art. 36** - Die Vertragsparteien können eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung während ihrer Gültigkeitsdauer aktualisieren.

Der Entwurf der Zusatzvereinbarung enthält die Gründe für die Aktualisierung gemäß den Modalitäten des Musters für eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung, die Auswirkungen auf die verfolgten Ziele und die eingesetzten Mittel sowie gegebenenfalls auf die Gegenleistungen.

Außer in den Fällen, die sie je nach Gegenstand oder Tragweite der Zusatzvereinbarung festlegt, legt die Regierung den Entwurf der Zusatzvereinbarung dreißig Tage lang auf den eigens dafür eingerichteten Internetseiten der für die Energie zuständigen Verwaltung und der Agentur zur öffentlichen Anhörung vor.

Die Vertragsparteien prüfen die Anmerkungen und ändern gegebenenfalls den Entwurf der Zusatzvereinbarung.

Die von den Vertragsparteien unterzeichnete Änderung der Vereinbarung wird auf den entsprechenden Internetseiten der Agentur und der für Energie zuständigen Verwaltung veröffentlicht.

**Art. 37** - Jede CO<sub>2</sub>-Vereinbarung endet mit dem Einverständnis der Vertragsparteien oder mit Ablauf der Gültigkeitsdauer.

Die Vertragsparteien können eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung im gegenseitigen Einvernehmen jederzeit unter Einhaltung einer Kündigungsfrist beenden.

Vorbehaltlich einer gegenteiligen Klausel in der Vereinbarung beträgt die Auflösungsfrist sechs Monate. Die in der Vereinbarung vorgesehene Auflösungsfrist darf ein Jahr nicht übersteigen. Die Auflösung der Vereinbarung wird, unter Gefahr der Nichtigkeit, den Unterzeichnern der Vereinbarung per Einschreiben zugestellt. Die Auflösungsfrist läuft ab dem ersten Tag des auf die Zustellung folgenden Monats.

Die Auflösung der Vereinbarung gibt Anlass zur Veröffentlichung einer Kündigungsmitteilung auf den entsprechenden Internetseiten der Agentur und der für Energie zuständigen Verwaltung, in der der Gegenstand der gekündigten Vereinbarung und das Datum, an dem die Kündigung in Kraft tritt, angegeben werden.

**Art. 38** - Bei Unternehmen, die sich einer CO<sub>2</sub>-Vereinbarung im Sinne des vorliegenden Dekrets verschreiben, wird davon ausgegangen, dass sie sich in einer Branchenvereinbarung befinden.

**Art. 39** - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind Teil der öffentlichen Ordnung

#### KAPITEL 8 — *Anpassung an den Klimawandel*

**Art. 40** - Die Regierung erstellt unter den von ihr festgelegten Bedingungen und zu den von ihr festgelegten Zwecken in Zusammenarbeit mit dem Sachverständigenausschuss für Klimafragen und anderen von ihr benannten Akteuren jährlich eine Bestandsaufnahme des Klimawandels.

**Art. 41** - Die Regierung legt eine fünfjährige wallonische Strategie zur Anpassung an den Klimawandel fest, die innerhalb von zwölf Monaten nach Einsetzung der Regierung auf der Grundlage der letzten Berichte des Zwischenstaatlichen Ausschusses für Klimaänderungen und der internationalen Abkommen auszuarbeiten oder zu aktualisieren ist und die nach der Hälfte der Laufzeit unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen zu bewerten ist.

Diese Strategie legt die Politiken und Maßnahmen fest, um insbesondere die folgenden Ziele zu erreichen:

1° Verringerung der Anfälligkeit für und der Exposition gegenüber Risiken;

- 2° Erhöhung der Vorhersage- und Handlungsfähigkeit in Bezug auf extreme Phänomene in einer langfristigen Perspektive;
- 3° Stärkung des Krisenmanagements, wie in Artikel 3 Ziffer 4 des Dekrets vom 13. Juli 2023 Dekret über das Risiko- und Krisenmanagement durch die Wallonische Region definiert, und Implementierung von Frühwarnsystemen;
- 4° Ermittlung und Nutzung der positiven Auswirkungen des Klimawandels;
- 5° Ermittlung der Möglichkeiten zur Finanzierung und Begleitung der Maßnahmen.

**Art. 42** - Die Regierung kann im Rahmen der verfügbaren Mittel Projekte zur Anpassung an den Klimawandel unterstützen, die sich in die wallonische Strategie zur Anpassung an den Klimawandel einfügen.

#### KAPITEL 9 — *Internationale Klimafinanzierung*

**Art. 43** - Die Regierung kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Entwicklungsländern im Sinne von Artikel 19 der Governance-Verordnung Unterstützung gewähren, um Initiativen zur Eindämmung des Klimawandels oder zur Anpassung an den Klimawandel zu fördern.

Die Unterstützung kann folgende Form annehmen:

- 1° Beitrag zu internationalen Organisationen oder multilateralen Fonds;
- 2° finanzieller Beitrag zu bilateralen oder internationalen Kooperationsinitiativen;
- 3° Technologietransfer oder Aufbau von Kapazitäten für bilaterale oder internationale Kooperationsinitiativen.

#### KAPITEL 10 — *Ermächtigungen der Regierung*

**Art. 44** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung Vereinigungen subventionieren, die sich aus Vertretern der akademischen Gemeinschaft zusammensetzen, mit dem Ziel, die wissenschaftliche Unterstützung der wallonischen Klimapolitik zu verstärken. Die Subventionen können folgende Maßnahmen abdecken:

- 1° Aktualisierung des Registers der in der Wallonischen Region verfügbaren wissenschaftlichen Expertise zu allen Dimensionen des Klimawandels;
- 2° wissenschaftliche Überwachung, regelmäßige Information von Entscheidungsträgern und Beantwortung von Informationsanfragen, insbesondere durch die Veröffentlichung von Newslettern;
- 3° Begleitung der wallonischen Wissenschaftler, die an den Arbeiten des Zwischenstaatlichen Ausschusses für Klimaänderungen teilnehmen;
- 4° Koordination des Korrekturlesens der Berichte des Zwischenstaatlichen Ausschusses für Klimaänderungen durch wallonische Sachverständige;
- 5° Beteiligung an der Aufwertung und Darstellung der in der wallonischen Region durchgeführten wissenschaftlichen Aktivitäten im Ausland;
- 6° Teilnahme an einer Veranstaltung zum Thema Klima auf Einladung der wallonischen Regierung;
- 7° Gewährleistung einer wissenschaftlichen Überwachung der Anpassung und der Auswirkungen des Klimawandels in der Wallonischen Region in verschiedenen Sektoren und Entwicklung einer Wissensdatenbank sowie einer Liste von Indikatoren für die Auswirkungen.

Die Regierung kann Maßnahmen definieren und den Begünstigten Prioritäten und Ziele setzen.

Die Subvention deckt die Betriebskosten. Die Funktionskosten umfassen die Kosten für die Einstellung und die Verwaltung des Personals, die Ausbildung, die administrative und buchhalterische Verwaltung, die IT-Kosten, für die Bewertung, Dokumentation, Logistik, Kommunikation, für Büromaterial sowie für die Erstellung der verschiedenen Arbeiten und Berichte.

**Art. 45** - Die Regierung kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Subventionen und Preise für Aktionen im Bereich des Klimawandels und im Rahmen der Umsetzung der Maßnahmen des Luft-Klima-Energieplans vergeben.

Die Subventionen können an jede natürliche Person, den privaten Sektor, den öffentlichen Sektor, die Universitäten für Forschung oder innovative Projekte im Bereich des Klimawandels sowie für die Unterstützung internationaler Projekte gewährt werden.

Die Regierung erlässt die Bedingungen und Modalitäten zur Durchführung des vorliegenden Artikels.

**Art. 46** - Die Regierung erstellt eine Analyse über die Reduzierung der Treibhausgasemissionen von Entscheidungsvorschlägen, die ihr unterbreitet werden.

#### KAPITEL 11 — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 47** - Das "Klimadekret" vom 20. Februar 2014 wird aufgehoben.

**Art. 48** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. November 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE



Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte  
Ch. COLLIGNON  
Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
A. DOLIMONT  
Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024.  
Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1493 (2023-2024) Nrn. 1 bis 8.  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. November 2023  
Diskussion.  
Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48516]

16 NOVEMBER 2023. — Decreet koolstofneutraliteit (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder : 1° Agentschap: het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

2° Comité van deskundigen betreffende het klimaat : het Comité van deskundigen betreffende het klimaat bedoeld in hoofdstuk 4;

3° het participatieproces van de burger : het participatieproces van de burger bedoeld in hoofdstuk 5;

4° netto-uitstoot van broeikasgassen: de hoeveelheid uitgestoten broeikasgassen min de hoeveelheid geabsorbeerd broeikasgas;

5° het "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) : het fonds dat werd opgericht binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest bij artikel 13 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

6° de hoeveelheid voor het referentiejaar: de totale hoeveelheid broeikasgasemissies voor de bronnen, vermeld in artikel 2, in 1990;

7° Governanceverordening : Verordening (EU) 2018/1999 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 inzake de governance van de energie-unie en van de klimaatactie, tot wijziging van Richtlijn 94/22/EG, Richtlijn 98/70/EG, Richtlijn 2009/31/EG, Verordening (EG) nr. 663/2009, Verordening (EG) nr. 715/2009, Richtlijn 2009/73/EG, Richtlijn 2009/119/EG van de Raad, Richtlijn 2010/31/EU, Richtlijn 2012/27/EU, Richtlijn 2013/30/EU en Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad, en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 525/2013 van het Europees Parlement en de Raad

8° Europese klimaatwet : Verordening (EU) 2021/1119 van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 2021 tot vaststelling van een kader voor de verwezenlijking van klimaatneutraliteit, en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 401/2009 en Verordening (EU) 2018/1999

9° broeikasgassen: de gassen vermeld in bijlage V, deel 2, van de Governanceverordening.

**Art. 2.** Dit decreet is van toepassing op de antropogene emissies door de bronnen en op de absorptie door de putten van de broeikasgassen op het grondgebied van het Waalse Gewest met uitzondering van het internationale luchtvervoer.

**Art. 3.** Dit decreet draagt bij tot de uitvoering van :

1° het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en de Bijlagen I en II, ondertekend in New York op 9 mei 1992;

2° het Akkoord van Parijs, ondertekend in Parijs op 12 december 2015;

3° richtlijnen, verordeningen en besluiten van de Europese Unie die zijn aangenomen ter uitvoering van de hierboven genoemde verplichtingen krachtens internationaal recht en in het bijzonder de Europese Klimaatwet en de Governanceverordening.

HOOFDSTUK 2 — *Waalse klimaatdoelstellingen*

**Art. 4.** Het doel van dit decreet is :

1° koolstofneutraliteit tegen uiterlijk 2050, door het traject te volgen dat is vastgelegd in artikel 5, met een eerlijke en sociaal billijke overgang, rekening houdend met de doelstellingen om de activiteit te bestendigen en te ontwikkelen, en zelfs om het Waalse grondgebied te herlocaliseren en te herindustrialiseren;

2° de nodige aanpassingsmaatregelen nemen om het Waals Gewest beter bestand te maken tegen de klimaatverandering;

3° bijdragen tot internationale klimaatfinanciering.

**Art. 5.** De doelstellingen voor het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen zijn als volgt:

1° vijftig procent CO<sub>2</sub>-equivalenten ten opzichte van de hoeveelheid in het referentiejaar voor 2030, rekening houdend met de doelstellingen die de Europese Unie heeft toegekend aan de Europese regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

2° vijftien procent CO<sub>2</sub>-equivalenten ten opzichte van de hoeveelheid in het referentiejaar voor 2050.

#### HOOFDSTUK 3 — Plan lucht-klimaat-energie

**Art. 6.** § 1. Het plan lucht-klimaat-energie zet de beleidslijnen en maatregelen uiteen die nodig zijn om de doelstellingen te bereiken die de Regering heeft bepaald voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen waarnaar in artikel 5 wordt verwezen, de aanpassing aan de klimaatverandering, de luchtkwaliteit en energie. Het gaat over een periode van tien jaar.

Het bevat ten minste de elementen die worden vereist door de Governanceverordening en in het bijzonder de volgende elementen:

1° prognoses met betrekking tot bestaande beleidslijnen en maatregelen of groepen van maatregelen;

2° de impact van geplande beleidslijnen en maatregelen of groepen van maatregelen, met een kosten-batenanalyse;

3° een vergelijking tussen de effecten bedoeld in 2° en de projecties bedoeld in 1°;

4° een algemeen overzicht van de investeringen die nodig zijn om de doelstellingen te bereiken;

5° een algemene beoordeling van de investeringsbronnen;

6° een voorlopig tijdschema voor de geplande maatregelen of groep van maatregelen.

Het plan lucht-klimaat-energie bevat ook sectorale doelstellingen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen. Deze sectorale doelstellingen worden bepaald met het oog op het bereiken van de in artikel 5 vermelde doelstellingen. Deze sectorale doelstellingen kunnen om de 2 jaar door de Regering worden herzien, met inachtneming van het vastgestelde algemene traject.

§ 2. De Regering stelt uiterlijk drie maanden voor de in de artikelen 3, 9 en 14 van de Governanceverordening genoemde termijnen het ontwerp van het plan lucht-klimaat-energie, het plan lucht-klimaat-energie, de ontwerp-updates en de updates vast.

**Art. 7.** § 1. Met het oog op de voorbereiding van het ontwerp van het plan lucht-klimaat-energie of de ontwerp-update, doet de Regering een beroep op het Comité van deskundigen betreffende het klimaat en de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

Met het oog op de voorbereiding van het ontwerp voor het Plan lucht-klimaat-energie organiseert de Regering ook een participatieproces van de burger om voorstellen te doen aan de regering.

§ 2. Het ontwerp voor het Plan lucht-klimaat-energie wordt ter advies voorgelegd aan de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), het Comité van deskundigen betreffende het klimaat en elke andere entiteit die de Regering nuttig acht om te raadplegen.

Het ontwerp plan lucht-klimaat-energie is tevens onderworpen aan een milieueffectbeoordeling overeenkomstig de artikelen D.52 tot en met D.61 van Boek I van het Milieuwetboek en aan een openbaar onderzoek overeenkomstig Titel III van Deel III van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 3. Het ontwerp plan lucht-klimaat-energie of het ontwerp van de update dat definitief is aangenomen door de Regering, wordt ingediend bij het Parlement.

**Art. 8.** § 1. Uiterlijk twaalf maanden na de datum van aanneming van het ontwerp plan lucht-klimaat-energie stelt de Regering het plan lucht-energie-klimaat of de update daarvan vast.

Het plan lucht-klimaat-energie of de update ervan houdt rekening met de aanbevelingen van de Europese Commissie, in overeenstemming met artikel 9, § 3 van de Governanceverordening, en bevat een verantwoording indien een van de aanbevelingen of een substantieel deel ervan niet wordt opgevolgd.

§ 2 Het Regeringsbesluit houdende aanneming van het plan lucht-klimaat-energie of de update ervan wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het Agentschap publiceert de definitieve versie van het plan lucht-klimaat-energie of de update daarvan, het effectrapport en de milieuverklaring op zijn website. Het publiek kan op verzoek ook toegang krijgen tot de volledige documenten, onder de voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld.

De Regering legt het plan voor aan het parlement

**Art. 9.** § 1. Het kabinet stelt tweejaarlijks een samenvatting op van het voortgangsrapport inzake energie en klimaat, bedoeld in artikel 17 van de Governanceverordening, alsmede een samenvatting van de informatie, bedoeld in de artikelen 18 tot en met 25 van de Governanceverordening.

§ 2. De Regering stelt jaarlijks een samenvattend verslag op in de vorm van opvolgingsindicatoren met betrekking tot de voortgang van de projecten en een samenvatting van de informatie bedoeld in artikel 26 van de Governanceverordening.

Op basis van dit samenvattend verslag kan de Regering voor bepaalde thema's of voor de uitvoering van bepaalde beleidslijnen of maatregelen vragen om een participatieproces van de burger, een advies van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat, de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen) of elke andere instantie die ze nuttig acht om te raadplegen.

De Regering kan het plan lucht-klimaat-energie aanvullen met bijkomende of corrigerende acties die nodig zijn om de doelstellingen van het plan te bereiken.

HOOFDSTUK 4 — *Het Comité van deskundigen betreffende het klimaat*

**Art. 10.** Er wordt een Comité van deskundigen betreffende het klimaat opgericht. Dit Comité bestaat uit tien leden. De leden worden gekozen uit personen die alle waarborgen bieden voor onafhankelijkheid en bekwaamheid in een onderwerp dat rechtstreeks verband houdt met de opdrachten van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat. Het Comité van deskundigen betreffende het klimaat is zodanig samengesteld dat het over een expertise beschikt met name op de volgende gebieden:

- 1° de wetenschap van klimaatverandering; 2° klimaatbeleid;
- 3° de economie;
- 4° de technologieën;
- 5° ondernemingen, onderzoek en innovatie; 6° energie;
- 7° de financiën van het overheidsbeleid; 8° sociale en maatschappelijke kwesties;
- 9° de sociologie van de verandering;
- 10° de psychologie van verandering.

In zijn samenstelling voldoet het Comité aan het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen.

De Regering bepaalt de procedures voor de benoeming en aanwijzing van de leden van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat.

**Art. 11.** § 1. De opdracht van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat is het formuleren van voorstellen of adviezen:

1° in het kader van de voorbereiding van het ontwerp van het plan lucht-klimaat-energie of de update ervan, over de aanpassing van beleidslijnen en maatregelen of de goedkeuring van nieuwe beleidslijnen en maatregelen en hun geschiktheid voor de doelstellingen van dit decreet;

2° in het kader van de evaluatie van het plan lucht-klimaat-energie, over de evaluatie van bestaande beleidslijnen en maatregelen, op verzoek van de Regering;

3. in het kader van de uitvoering van het plan lucht-klimaat-energie, over de concrete uitvoering van beleidslijnen en maatregelen, op verzoek van de Regering;

4° in het kader van de jaarlijkse beoordeling van de klimaatverandering bedoeld in artikel 40;

5° over een bepaalde kwestie in verband met klimaatverandering of klimaatbeleid op verzoek van de Regering;

6° in het kader van de vaststelling van de tussentijdse jaarlijkse doelstellingen, vermeld in artikel 5, 2°.

Het Agentschap publiceert de adviezen en aanbevelingen van het Comité van Deskundigen op zijn website op een door de regering vast te stellen wijze.

§ 2. Het is elk lid verboden om te beraadslagen over voorwerpen waarvoor het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft.

**Art. 12.** De Regering bepaalt het bedrag van de aan de leden van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat toegekende toelagen.

Het Agentschap neemt het secretariaat van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat waar.

De begroting van het Comité van deskundigen is ten laste van de begroting van het Agentschap.

HOOFDSTUK 5 — *Het participatieproces van de burger*

**Art. 13.** De Regering organiseert een participatieproces van de burger als onderdeel van de voorbereiding van het ontwerp van het plan lucht-klimaat-energie.

De Regering kan beslissen om het participatieproces van de burger te beperken tot bepaalde onderwerpen, beleid en maatregelen.

De Regering kan ook een participatieproces van de burger organiseren in de volgende gevallen:

1° in het kader van de voorbereiding van het ontwerp van update van het plan lucht-klimaat-energie, over de aanneming van nieuwe beleidslijnen en maatregelen;

2° in het kader van de evaluatie van het plan lucht-klimaat-energie, over de evaluatie van bestaande beleidslijnen en maatregelen;

3. in het kader van de uitvoering van het plan lucht-klimaat-energie, over de concrete uitvoering van beleidslijnen en maatregelen;

Het doel van het participatieproces van de burger is het opstellen van meningen of voorstellen op basis van raadpleging van een tijdelijk samengestelde groep burgers in overeenstemming met artikel 14.

**Art. 14.** De Regering zal tijdelijk een burgergroep oprichten die bestaat uit ten minste vijftig burgers die door het lot worden gekozen uit het Rijksregister en die op vrijwillige basis zullen deelnemen.

Bij de samenstelling van de burgergroep wordt rekening gehouden met een evenwichtige vertegenwoordiging van geslacht, leeftijdsgroepen, geografisch evenwicht, inkomen en opleidingsniveau. Gezien de specifieke aard van een kwestie kunnen aanvullende criteria worden vastgesteld om een samenstelling te verkrijgen die zo representatief mogelijk is voor de betrokken bevolking.

Voor elk in lid 2 genoemd criterium wordt de representativiteit van de groep burgers ten opzichte van de bevolking als geheel als volgt bepaald:

1° geslacht: de geslachtsverdeling binnen de groep burgers komt overeen met de geslachtsverdeling in de bevolking. Hiervoor gebruikt de Regering de meest recente statistieken gepubliceerd door het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek), hierna IWEPS genoemd;

2° leeftijd: de verdeling per leeftijdscategorie binnen de groep burgers komt overeen met de verdeling per leeftijdscategorie binnen de bevolking. De Regering gebruikt hiervoor de meest recente statistieken gepubliceerd door het IWEPS. De Regering bepaalt de gebruikte leeftijdsgroepen;

3° het geografische evenwicht: het aantal natuurlijke personen gedomicilieerd per provincie binnen de groep burgers komt overeen met de verdeling van personen gedomicilieerd per provincie binnen de bevolking. Ten minste één persoon uitgenodigd voor de provincie Luik is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een gemeente in het Duitse taalgebied;

4° inkomens : de inkomensverdeling binnen de groep burgers komt overeen met de inkomensverdeling in de bevolking. Hiervoor gebruikt de Regering de meest recente statistieken gepubliceerd door het IWEPs en de inkomensklassen die bij de publicatie horen;

5° opleidingsniveau: de verdeling naar opleidingsniveau binnen de groep burgers komt overeen met de verdeling naar opleidingsniveau binnen de bevolking. Hiervoor gebruikt de Regering de meest recente statistieken gepubliceerd door het IWEPs. De verschillende gebruikte onderwijsniveaus zijn gebaseerd op de Internationale Standaard Classificatie voor Opleidingen (ISCED).

De representativiteit van de burgergroep mag per criterium maximaal twee eenheden afwijken. In afwijking hiervan kan de Regering bij de vaststelling van aanvullende criteria overeenkomstig lid 2 in een grotere afwijking voorzien.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om deel te nemen aan een burgergroep.

Aan de burgergroep mogen alleen burgers deelnemen:

1° die ingeschreven zijn in de bevolkings- of vreemdelingenregisters van een gemeente van het Waalse Gewest;

2° die ten minste achttien jaar oud zijn;

3° die niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of een beslissing die voor de kiezers van het Parlement de uitsluiting of de schorsing van het stemrecht met zich brengt;

4° die geen van de volgende mandaten of functies bekleden:

lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende kamers of een gewest- of gemeenschapsparlement;

lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of van een Gemeenschap of Staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

provinciegouverneur, adjunct-gouverneur of de directeur-generaal bij het provinciebestuur;

lid van de provincieraden;

arrondissementscommissaris;

houder van een functie van de rechterlijke orde

Staatsraad, assessor van de afdeling wetgeving of lid van het auditoraat, het coördinatiebureau of de griffie van de Raad van State;

rechter, referendaris of griffier bij een andere administratieve rechtbank dan de Raad van State;

rechter, referendaris of griffier bij het Grondwettelijk Hof;

lid van het Rekenhof;

burgemeester, schepen, voorzitter van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, gemeenteraadslid of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn;

een functie onder rechtstreeks toezicht van een parlementaire vergadering, een lid van een parlementaire vergadering of een regering, met uitzondering van personeelsleden van het gemeenschapsonderwijs;

een leidinggevende functie bij een Waalse instelling van openbaar nut.

**Art. 15.** De Regering bepaalt hoe het participatieproces van de burger wordt georganiseerd en uitgevoerd.

De meningen en voorstellen van de burgergroep worden actief bekendgemaakt in overeenstemming met de procedures die door de Regering worden bepaald wanneer ze een participatieproces van de burger organiseert.

**Art. 16.** De gegevens die strikt noodzakelijk en relevant zijn voor de oprichting en het beheer van de burgergroep worden geregistreerd in een database die wordt beheerd door de diensten die door de Regering zijn aangewezen. Daartoe vragen de aangewezen diensten de nodige gegevens op uit het Rijksregister van natuurlijke personen: naam, voornaam, adres, geslacht, geboortedatum en Rijksregisternummer.

De gegevens worden maximaal drie maanden na het einde van het participatieproces van de burger bewaard, tenzij de gegevens nodig zijn voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden in overeenstemming met de wetgeving inzake de persoonlijke levenssfeer. Om dit te doen, worden de persoonsgegevens anoniem gemaakt van zodra hun individualisering niet meer noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor ze werden verzameld.

De gegevens kunnen aan de door de Regering aangewezen overheden of administraties meegedeeld worden met het oog op hun latere verwerking voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden.

De gegevens uit het Rijksregister kunnen digitaal en automatisch worden verwerkt, waarvan de details door de Regering worden bepaald.

**Art. 17.** De begroting voor het participatieproces van de burger komt ten laste van de begroting van het Agentschap.

#### HOOFDSTUK 6 — *Ondersteuning van gemeenten bij hun energie- en klimaatbeleid*

**Art. 18.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° gemeenten: de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2° Het Burgemeestersconvenant: een initiatief van de Europese Unie dat lokale overheden samenbrengt in de strijd tegen klimaatverandering en de bevordering van duurzame energie;

3° SECAP : het Actieplan voor Duurzame energie en Klimaat dat is aangenomen door een gemeente die is toetreden tot het Burgemeestersconvenant en waarin de stappen worden beschreven die moeten worden genomen om de doelstellingen van de gemeente op het gebied van de bestrijding van klimaatverandering en de bevordering van duurzame energie te verwezenlijken;

4° SECAP-coördinator: de persoon die binnen de gemeente verantwoordelijk is voor het opstellen, uitvoeren en opvolgen van de gemeentelijke klimaatplanning;

5° gemeentelijke klimaatplanning: het driejarenplan voor de uitvoering van het beleid en de maatregelen in verband met de SECAP voor de programmering van de trekkingsrechten van de gemeente;

6° de bovengemeentelijke coördinator: provincie, vereniging van gemeenten of lokale actiegroepen.

**Art. 19.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kan de Regering, ten gunste van gemeenten die een SECAP aannemen en een SECAP-coördinator in dienst nemen, onder de voorwaarden en volgens de procedure die in dit hoofdstuk zijn vastgelegd, een subsidie organiseren in de vorm van een trekkingsrecht voor de financiering van de SECAP-coördinator en de acties en projecten voor de uitvoering van het beleid en de maatregelen in verband met hun SECAP.

De gemeenten hebben het trekkingsrecht, maar kunnen ervoor kiezen om specifieke taken toe te vertrouwen aan een bovengemeentelijke coördinator. De Regering kan de toepassingsvoorwaarden bepalen.

**Art. 20.** Het trekkingsrecht wordt georganiseerd voor de duur van een gemeentelijke ambtstermijn, in twee programmeringen van elk drie jaar, geïntegreerd in het transversale strategische programma waarnaar wordt verwezen in artikel L1123-27 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De regering bepaalt de hoogte van het trekkingsrecht voor elk driejarig programma. Het jaarlijkse bedrag maakt de financiering van ten minste één SECAP-coördinator per gemeente mogelijk.

In het geval van een driejarig programma komt het totale bedrag aan trekkingsrechten waarop gemeenten recht hebben overeen met de cumulatieve kredieten voor de gehele programmaperiode.

**Art. 21.** De methode voor het berekenen van het deel van de subsidie dat aan elke gemeente wordt toegewezen, wordt bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt de regionale prioriteiten en specifieke voorwaarden voor elk programma, alsmede de in aanmerking komende uitgaven, overeenkomstig artikel 24.

**Art. 22.** Met betrekking tot het krachtens artikel 20, tweede lid, vastgestelde bedrag stellen de gemeenten die trekkingsrecht wensen te ontvangen, een gemeentelijke klimaatplanning op, waarin alle acties en projecten worden opgesomd die de gemeente of gemeenten voornemens zijn uit te voeren in elk jaar van het desbetreffende driejarenprogramma en voor ten hoogste tweehonderdvijftig procent van het krachtens artikel 20 aan elke gemeente toegekende bedrag aan trekkingsrecht.

De gemeente kan worden gemachtigd om af te wijken van lid 1 voor een deel van het trekkingsrecht dat is gekoppeld aan het eerste meerjarenprogramma met het oog op de uitvoering van werken of een verwerving tijdens het tweede meerjarenprogramma.

Het verzoek om een afwijking wordt gedaan wanneer de eerste gemeentelijke klimaatplanning wordt ingediend. Zij wordt gerechtvaardigd door de ontoereikendheid van de beschikbare middelen of door de ontoereikendheid van de duur van de betrokken meerjarenprogrammering in verhouding tot de beoogde projecten.

De Regering zal de voorwaarden specificeren waaronder de afwijking kan worden toegestaan. De Regering bepaalt de vorm van de gemeentelijke klimaatplanning en specificeert de acties en projecten die erin kunnen worden opgenomen, evenals het analyserooster voor het in aanmerking komen van de gemeentelijke klimaatplanningen.

De gemeentelijke klimaatplanning richt zich op de behoeften die zijn geïdentificeerd in de SECAP en respecteert de principes die zijn vastgelegd door de Regering.

De door de Regering aangewezen dienst controleert of de gemeentelijke klimaatplanning in overeenstemming is met dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De door de Regering aangewezen dienst zal de validatie van de gemeentelijk klimaatplanning ten laatste op 30 september van het eerste programmajaar meedelen.

Bij gebreke van kennisgeving van de beslissing binnen de in lid 7 bedoelde termijn, wordt de planning geacht te zijn goedgekeurd.

**Art. 23.** De subsidie in de vorm van een trekkingsrecht, vastgesteld voor elk driejarenprogramma, wordt automatisch in opeenvolgende halfjaarlijkse termijnen betaald aan de gemeenten waarvan de gemeentelijke klimaatplanning.

De trekkingsrechten voor elk driejarenprogramma worden uitbetaald volgens het schema dat door de Regering is vastgelegd.

**Art. 24.** De in aanmerking komende uitgaven in het kader van het trekkingsrecht zijn : 1° personeelskosten met betrekking tot de SECAP-coördinator;

2° personeelskosten in verband met het inhuren van agenten die specifiek verantwoordelijk zijn voor het uitvoeren van gemeentelijke klimaatplanningacties en -projecten;

3° investeringskosten met betrekking tot de aankoop van roerende en onroerende goederen en werken in verband met de uitvoering van gemeentelijke klimaatplanningacties en -projecten, met inbegrip van de kosten van studies in verband met deze investeringen;

4° werkingskosten die rechtstreeks verband houden met de uitvoering van gemeentelijke klimaatplanningacties en -projecten;

5° de kosten van externe expertise om de SECAP-coördinator in zijn opdrachten te ondersteunen.

Met betrekking tot lid 1, 1°, bepaalt de Regering de kwalificaties en opdrachten van de SECAP-coördinator, alsook de werktijd die eraan wordt besteed.

De Regering bepaalt het subsidiepercentage. Het ligt tussen de vijftig en tachtig procent, afhankelijk van de voorwaarden die de Regering stelt. In afwijking hiervan mogen personeelskosten tot maximaal negentig procent worden gesubsidieerd.

**Art. 25.** De Regering bepaalt welke documenten worden opgestuurd naar of goedgekeurd door de dienst dat zij bepaalt, afhankelijk van het soort actie of project.

De Regering bepaalt de procedures voor het toezicht op het gebruik van de subsidie door de gemeenten en voert haar toezicht uit in het jaar volgend op het einde van het driejarige programma.

**Art. 26.** Aan het einde van elk driejarenprogramma stelt de Regering een algemeen verslag op over de toepassing van dit hoofdstuk. Dat verslag bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° een lijst van gemeentelijke klimaatplanningsacties en -projecten per gemeente;
- 2° de uitvoeringsgraad van gemeentelijke klimaatplanningen;
- 3° een kwalitatieve beoordeling.

Het verslag wordt uiterlijk 31 maart van het volgende jaar naar het Parlement gestuurd.

**Art. 27.** De gemeente richt een stuurgroep op voor haar gemeentelijke klimaatplanning, die verantwoordelijk is voor :

- 1° de uitwisseling van informatie tussen de verschillende partners die betrokken zijn bij de gemeentelijke klimaatplanning;
- 2° het stimuleren van gedachtenwisseling over de ontwikkeling en verbetering van gemeentelijke klimaatplanning;
- 3° de uitvoering van de gemeentelijke klimaatplanning opvolgen; 4° de gemeentelijke klimaatplanning evalueren;
- 5° Nagaan hoe een participatieproces van de burger voor gemeentelijke klimaatplanning kan worden opgezet.

De Regering bepaalt de samenstelling van het stuurcomité.

#### HOOFDSTUK 7 — *Koolstofovereenkomsten*

**Art. 28.** In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° koolstofovereenkomst: de overeenkomst tussen het Gewest vertegenwoordigd door de Regering, enerzijds, en een koolstofgemeenschap, anderzijds, met het oog op de vermindering van de netto broeikasgasemissies van de leden van de koolstofgemeenschap door in te grijpen in de procesemissies, het beheer van het energieverbruik en de integratie van energie uit hernieuwbare bronnen;

2° de koolstofgemeenschap: een vereniging van bedrijven of hun inrichtingen in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, waarvan de leden zich samen willen verbinden tot een koolstofovereenkomst en die gegroepeerd zijn binnen een geografisch gebied, een waardeketen of een economische sector.

**Art. 29.** Een koolstofgemeenschap mag een koolstofovereenkomst sluiten op voorwaarde dat zij :

- 1° rechtspersoonlijkheid heeft;
- 2° leden vertegenwoordigt die samen voldoen aan de door de Regering vastgestelde criteria;
- 3° gemandateerd is door al haar leden.

De criteria, vermeld in het eerste lid, 2°, kunnen betrekking hebben op :

- 1° het minimumvolume broeikasgasemissies in koolstofequivalent van de koolstofgemeenschap;
- 2° het minimumvolume van het eindenergieverbruik van de koolstofgemeenschap;
- 3° het potentieel van de koolstofgemeenschap om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen tijdens de looptijd van het koolstofakkoord.

**Art. 30.** De koolstofovereenkomst specificereert ten minste :

- 1° de wettelijke, Europese of gewestelijke bepalingen die het beoogt uit te voeren;
- 2° de doelstellingen die elk lid van de koolstofgemeenschap individueel moet bereiken voor de duur van het akkoord, met een indicatief traject voor het bereiken van koolstofneutraliteit tegen 2050;
- 3° de doelstellingen en trajecten die gezamenlijk zijn vastgelegd voor de koolstofgemeenschap, eventuele andere verplichtingen en de middelen die gezamenlijk worden gebruikt om de doelstellingen te bereiken en de trajecten vast te leggen en de principes van gedeelde verantwoordelijkheid in geval van niet-naleving van de overeenkomst;
- 4° de verplichtingen die de koolstofgemeenschap en elk van haar leden moeten nakomen om de doelstellingen bedoeld in 2° en 3° te bereiken;
- 5° de voordelen die worden toegekend in ruil voor de uitvoering van de verplichtingen en de verwezenlijking van de doelstellingen;
- 6° de procedures voor het toezicht en de controle op het bereiken en naleven van de doelstellingen bedoeld in 2° en 3°;
- 7° de duur ervan, maximaal acht jaar en kan worden verlengd;
- 8° de voorwaarden waaronder het kan worden bijgewerkt, overeenkomstig de regels bepaald in dit hoofdstuk;
- 9° de gronden waarop en de wijze waarop de overeenkomst kan worden beëindigd, in overeenstemming met de regels in dit hoofdstuk, en de wijze waarop de partij die de overeenkomst beëindigt, voldoet aan de decretale bepalingen en regelingen die de koolstofovereenkomst beoogt uit te voeren;
- 10° de procedures voor het oplossen van eventuele problemen met betrekking tot de interpretatie van de clausules;
- 11° strafclausules in geval van niet-nakoming van de verplichtingen die voortvloeien uit de koolstofovereenkomst, evenals vrijwaringsclausules of clausules van overmacht.

De regering kan de inhoud van koolstofovereenkomsten specificeren.

**Art. 31.** Tijdens de looptijd van de koolstofovereenkomst mag de Regering, onverminderd lid 2, geen regelgeving aannemen die strengere voorwaarden stelt dan die welke in de koolstofovereenkomst zijn opgenomen.

De Regering behoudt de bevoegdheid om, mits voorafgaand overleg met de partijen bij de koolstofovereenkomst, regelingen te treffen die nodig zijn om te voldoen aan verplichtingen uit hoofde van internationale of Europese wetgeving.

De Regering is bevoegd om alle of een deel van de bepalingen van een koolstofovereenkomst op te nemen in een besluit.

**Art. 32.** De koolstofovereenkomst is bindend voor alle leden die toetreden tot de koolstofovereenkomst nadat de koolstofovereenkomst is ondertekend. De koolstofovereenkomst wordt bijgewerkt overeenkomstig artikel 36, zodat ze van toepassing is op het nieuwe lid.

Een lid dat ophoudt lid te zijn van een koolstofgemeenschap die een koolstofovereenkomst heeft gesloten, blijft gebonden aan zijn verplichtingen uit hoofde van die overeenkomst.

De koolstofovereenkomst kan rechten of verplichtingen doen ontstaan ten aanzien van derden die door de uitvoering ervan worden getroffen.

Naast de publicatie voorzien in artikel 33, tweede lid, 5°, wordt de koolstofovereenkomst bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 33.** De standaard koolstofovereenkomst is een algemeen kader waarop koolstofovereenkomsten zijn gebaseerd.

De standaard koolstofovereenkomst wordt als volgt opgesteld: 1° de Regering stelt een ontwerp van standaard koolstofovereenkomst op;

2° het ontwerp van standaardkoolstofovereenkomst wordt gedurende dertig dagen aan een openbaar raadpleging onderworpen op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en het Agentschap;

3° de Regering legt het ontwerp van standaard koolstofovereenkomst voor advies voor aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) en eventueel aan andere instanties die zij bepaalt;

4° de Regering onderzoekt de opmerkingen bedoeld in 2° en de adviezen bedoeld in 3°, en neemt desgevallende na wijziging, de standaard koolstofovereenkomst aan;

5° de standaard koolstofovereenkomst wordt gepubliceerd op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en van het Agentschap.

De in het tweede lid, 3°, bedoelde organen brengen hun advies uit binnen dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

**Art. 34.** Het sluiten van een koolstofovereenkomst verloopt in de volgende stappen:

1° de Regering en een koolstofgemeenschap stellen een ontwerp van koolstofovereenkomst op, op basis van de standaard koolstofovereenkomst;

2° het ontwerp van koolstofovereenkomst wordt gedurende dertig dagen aan een openbare raadpleging onderworpen op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en van het Agentschap;

3° de Regering en de koolstofgemeenschappen die het ontwerp van koolstofovereenkomst hebben opgesteld, onderzoeken de opmerkingen bedoeld in 2° en wijziging, indien nodig, het ontwerp van overeenkomst;

4° de koolstofovereenkomst wordt ondertekend door de contracterende partijen en gepubliceerd op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en het Agentschap.

De koolstofovereenkomst is vanaf de dag van ondertekening bindend voor de contracterende partijen.

**Art. 35.** Om de vier jaar stuurt en presenteert de Regering aan het Waalse parlement een verslag over de voortgang van de verschillende geldende koolstofovereenkomsten. Dit verslag beschrijft de mate waarin de tussentijdse doelen zijn bereikt, eventuele corrigerende maatregelen en de nieuwe actieplannen en tussentijdse doelen voor de volgende cyclus van vier jaar.

Elk jaar wordt een verslag met een geaggregeerde opvolging van het hele mechanisme gepubliceerd op de speciale websites van de administratie die verantwoordelijk is voor Energie en het Agentschap.

Elk deelnemend bedrijf kan zijn mijlpalen, tussentijdse doelstellingen en jaarlijkse en historische resultaten publiceren in zijn jaarverslag aan de aandeelhouders, of intern of extern communiceren via zijn eigen kanalen.

**Art. 36.** De contracterende partijen kunnen een koolstofovereenkomst bijwerken tijdens de geldigheidsperiode.

Het ontwerp van aanhangsel specificeert de redenen voor de aanpassing in overeenstemming met de voorwaarden van de standaardovereenkomst, de impact op de nagestreefde doelstellingen en de ingezette middelen, evenals op de eventuele compensatie.

Behalve in gevallen die ze bepaalt naargelang het doel of de reikwijdte van de wijziging, legt de Regering het ontwerp van aanhangsel gedurende dertig dagen voor aan het publiek voor raadpleging op de specifieke websites van de administratie belast met Energie en het Agentschap.

De contracterende partijen bestuderen de opmerkingen en wijzigen het ontwerp van aanhangsel indien nodig.

Het aanhangsel bij de overeenkomst, ondertekend door de contracterende partijen, wordt gepubliceerd op de speciale websites van het Agentschap en de administratie die verantwoordelijk is voor Energie.

**Art. 37.** Alle koolstofovereenkomsten eindigen met de instemming van de contracterende partijen of na het verstrijken van de geldigheidsperiode.

De contracterende partijen kunnen een koolstofovereenkomst te allen tijde met wederzijdse instemming beëindigen, mits een opzegtermijn in acht wordt genomen.

Tenzij anders bepaald in de overeenkomst, bedraagt de opzegtermijn zes maanden. De in de overeenkomst vastgelegde opzegtermijn mag niet langer zijn dan één jaar. De eenzijdige opzegging van de overeenkomst wordt, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekend schrijven aan de ondertekenaars van de overeenkomst betekend. De opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de kennisgeving.

De opzegging van de overeenkomst geeft aanleiding tot de bekendmaking door de Regering van een bericht van opzegging op de websites van het Agentschap en de administratie belast met Energie, waarin melding gemaakt wordt van het voorwerp van de opgezegde overeenkomst en van de datum waarop de opzegging ingaat.

**Art. 38.** Ondernemingen die vallen onder een koolstofovereenkomst in de zin van dit decreet worden geacht onder een sectorovereenkomst te vallen.

**Art. 39.** De bepalingen van dit hoofdstuk zijn een kwestie van openbare orde.

#### HOOFDSTUK 8 — *Aanpassing aan klimaatverandering*

**Art. 40.** De Regering voert, onder de voorwaarden en voor de doeleinden die zij bepaalt, een jaarlijkse evaluatie van de klimaatverandering uit in samenwerking met het Comité van Klimaatdeskundigen en andere actoren die zij aanwijst.

**Art. 41.** De Regering stelt een Waalse vijfjarenstrategie voor aanpassing aan de klimaatverandering vast, die binnen twaalf maanden na het aantreden van de Regering moet worden opgesteld of bijgewerkt op basis van de laatste verslagen van de intergouvernementele deskundigengroep inzake klimaatverandering en de internationale overeenkomsten, en die halverwege de looptijd moet worden geëvalueerd, onder de voorwaarden die de Regering bepaalt.

Deze strategie definieert beleid en maatregelen om met name de volgende doelstellingen te bereiken:

- 1° de kwetsbaarheid en blootstelling aan risico's verminderen;
- 2° het vermogen vergroten om extreme fenomenen op lange termijn te voorspellen en erop in te spelen;
- 3° het crisisbeheer versterken, zoals bepaald in artikel 3, 4°, van het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waals Gewest, en systemen voor vroegtijdige waarschuwing implementeren;
- 4° de gunstige effecten van klimaatverandering identificeren en benutten;
- 5° manieren identificeren om de maatregelen te financieren en te ondersteunen.

**Art. 42.** De Regering kan steun verlenen aan projecten voor aanpassing aan de klimaatverandering die deel uitmaken van de Waalse strategie voor aanpassing aan de klimaatverandering, binnen de grenzen van de beschikbare fondsen.

#### HOOFDSTUK 9 — *Internationale klimaatfinanciering*

**Art. 43.** De Regering kan, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, steun verlenen aan ontwikkelingslanden in de zin van artikel 19 van de Governanceverordening met het oog op de bevordering van initiatieven ter verzachting van of aanpassing aan de klimaatverandering.

Ondersteuning kan de vorm aannemen van :

- 1° een bijdrage aan internationale organisaties of multilaterale fondsen;
- 2° een financiële bijdrage voor bilaterale of internationale samenwerkingsinitiatieven;
- 3° technologieoverdracht of capaciteitsopbouw voor bilaterale of internationale samenwerkingsinitiatieven.

#### HOOFDSTUK 10 — *Machtigingen van de Regering*

**Art. 44.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering verenigingen van vertegenwoordigers uit de academische wereld subsidiëren om de wetenschappelijke steun voor het Waalse klimaatbeleid te versterken. Subsidies kunnen de volgende acties dekken:

- 1° het register bijwerken van de wetenschappelijke expertise die in het Waals Gewest beschikbaar is over alle aspecten van klimaatverandering;
- 2° wetenschappelijke ontwikkelingen opvolgen, beleidsmakers regelmatig op de hoogte houden en ingaan op verzoeken om informatie, in het bijzonder via de publicatie van nieuwsbrieven;
- 3° het ondersteunen van Waalse wetenschappers die deelnemen aan de werkzaamheden van de intergouvernementele deskundigengroep inzake klimaatverandering;
- 4° de beoordeling van de rapporten van de intergouvernementele deskundigengroep inzake klimaatverandering door Waalse experts coördineren;
- 5° deelnemen aan de promotie en vertegenwoordiging in het buitenland van wetenschappelijke activiteiten die in het Waals Gewest worden uitgevoerd;
- 6° deelnemen aan een klimaat-evenement op uitnodiging van de Waalse Regering;
- 7° een wetenschappelijke opvolging verzekeren van de aanpassing aan en de impact van de klimaatverandering in het Waals Gewest in verschillende sectoren en de kennisbasis en een lijst van impactindicatoren ontwikkelen.

De Regering kan acties definiëren en prioriteiten en doelstellingen vaststellen voor begunstigden.

De subsidie dekt de werkingskosten. Werkingskosten omvatten de kosten voor het inhuren en beheren van personeel, opleiding, administratief en boekhoudkundig beheer, IT-kosten, evaluatie, documentatie, logistiek, communicatie, kantoorapparatuur en het opstellen van verschillende werken en verslagen.

**Art. 45.** De Regering kan subsidies en prijzen toekennen, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, voor acties op het gebied van klimaatverandering en als onderdeel van de uitvoering van de maatregelen in het plan lucht-klimaat-energie.



Subsidies kunnen worden toegekend aan natuurlijke personen, de particuliere sector, de publieke sector en universiteiten voor onderzoek of innovatieve projecten op het gebied van klimaatverandering, maar ook ter ondersteuning van internationale projecten.

De Regering stelt de voorwaarden voor de toepassing van dit artikel vast.

**Art. 46.** De Regering voert een analyse uit van de vermindering van broeikasgasemissies van de voorgestelde beslissingen die aan haar worden voorgelegd.

HOOFDSTUK 11. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 47.** Het "Klimaatdecreet" van 20 februari 2014 wordt ingetrokken.

**Art. 48.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 november 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen en Landelijke Aangelegenheden,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024:

Stukken van het Waalse Parlement, 1493 (2023-2024) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 16 november 2023

Bespreking.

Stemming.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/48146]

6 DECEMBRE 2023. — Arrêté ministériel établissant la liste des substances et méthodes interdites dans le sport pour l'année 2024

Les Membres du Collège réuni, compétents pour la politique de la Santé,

Vu l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention, article 9 ;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention, article 2 ;

Vu l'avis favorable de la section de prévention en santé de la Commission de la Santé du Conseil Consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 14 novembre 2023 ;

Vu le rapport handistreaming ;

Vu le rapport gender ;

Vu l'avis n°75.007/3 du Conseil d'Etat, donné le 01 décembre 2023, en application de l'article 84, § 5, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 ;

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2023/48146]

6 DECEMBER 2023. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de lijst met verboden stoffen en methoden in de sport voor het jaar 2024

De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,

Gelet op de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan, artikel 9 ;

Gelet op het besluit van Verenigd College van 10 maart 2016 houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan, artikel 2 ;

Gelet op het gunstig advies van de afdeling Preventieve Gezondheidszorg van de Commissie Gezondheidszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 14 november 2023 ;

Gelet op het handistreamingrapport ;

Gelet op het genderrapport ;

Gelet op advies nr.75.007/3 van de Raad van State, gegeven op 01 december 2023, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;